

disaster studies

occasional papers 03

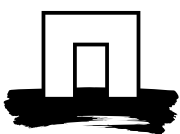


Fond de commerce?

Assistance aux victimes de violences sexuelles
en République Démocratique du Congo

Nynke Douma and Dorothea Hilhorst

2012



WAGENINGEN UNIVERSITY

WAGENINGEN **UR**

Fond de commerce?

Assistance aux victimes de violences
sexuelles en République Démocratique du
Congo

Nynke Douma and Dorothea Hilhorst

2012

Table des matières

Résumé	7
1 Introduction	15
2 Approche de la recherche	19
2.1 Méthodologie	19
3 Comprendre les violences sexuelles en République démocratique du Congo	23
3.1 Perceptions générales sur les violences sexuelles	23
3.2 Violences sexuelles dans le contexte du conflit	24
3.3 Législation relative aux violences sexuelles	25
3.4 Violences sexuelles en tant que problème civil	26
4 Statistiques et violences sexuelles	29
4.1 Collecte de données sur la base des cas identifiés	30
4.2 Données sur la base des statistiques démographiques	31
4.3 Visites internationales et les médias	32
4.4 Réactions aux statistiques	33
5 Acteurs, financement et coordination	35
5.1 Acteurs impliqués dans l'assistance aux victimes de violences sexuelles	35
5.2 Financement disponible	37
5.3 Coordination des initiatives	41
6 Types et caractéristiques de l'assistance	43
6.1 Une approche holistique couvrant différents secteurs	43
6.2 Focalisation sur la victime au détriment d'une approche plus large	45
6.3 Approche humanitaire	47
7 Des victimes de viol aux bénéficiaires des programmes	49
7.1 Gestion par chiffres	49
7.2 Saisir les opportunités	49
7.3 La probabilité de fausses victimes	51
8 Lutte contre les violences sexuelles sur le plan juridique	53
8.1 L'interprétation et utilisation de la loi sur les violences sexuelles	53
8.2 Appui des ONGs à la réforme et l'assistance judiciaire	56
8.3 Cas de violences sexuelles analysés	58
8.4 Négligeant les principes juridiques	63

9	Conclusion	65
	Annexe 1: Bibliographie	71
	Annexe 2: Personnes-ressources	75
	Annexe 3: Outils de collecte de données	77
	Biographies	81
	Acronymes	83

Résumé

Ce rapport étudie les effets indésirables de l'assistance aux victimes de violences sexuelles en République Démocratique du Congo (RDC). Alors que la prévalence élevée de la violence sexuelle au Congo et le besoin de l'éradiquer sont incontestés, cette recherche a été initiée dans le but d'aborder certains critiques quant à l'efficacité des programmes contre les violences sexuelles qui commencent à naître parmi les membres du personnel des agences impliquées et les acteurs congolais en général. Ce rapport porte sur les conséquences non-souhaitables et inattendues de l'assistance aux violences sexuelles. Ces conséquences risquent de remettre en question le progrès dans la lutte contre les violences sexuelles, y compris les efforts pour éradiquer l'impunité, les efforts de sensibilisation sur la question des violences sexuelles et les services offerts à des femmes et filles violées en RDC. Un nombre croissant de personnes commencent à se référer à l'assistance aux victimes de violence sexuelle en tant que fond de commerce. Puisque cela risque d'éroder le soutien congolais pour la lutte contre les violences sexuelles, il est argumenté que l'assistance aux victimes de violences sexuelles soit reformée pour devenir plus efficace dans le contexte congolais.

Cette recherche se concentre sur la manière dont les acteurs qui organisent l'assistance aux victimes de violences sexuelles interprètent le problème, comment ceci se traduit au niveau des interventions et des effets secondaires négatifs observés. La composante judiciaire de l'assistance aux victimes de violences sexuelles reçoit une attention particulière. La recherche a été conduite par une chercheuse néerlandaise et deux consultant(e)s congolais(es) sous le supervision du département de Disaster Studies de l'Université de Wageningen. La recherche a eu lieu en provinces du Nord et Sud-Kivu entre septembre et novembre 2011. Elle est basée sur 58 entretiens semi-structurés avec des agences des Nations Unies, des ONG internationales, des acteurs étatiques et représentants du système judiciaire, ainsi que sur une analyse de 40 cas de violences sexuelles issues de 6 juridictions au Sud-Kivu.

Les conclusions sont surtout pertinentes pour le Nord et le Sud-Kivu où sont disponibles la majorité de fonds pour la lutte contre violences sexuelles. Ces conclusions ne s'appliquent pas à d'autres provinces de la RDC. La recherche se réfère à l'ensemble d'interventions et étudie les perceptions et réponses sociétales face à ces interventions. La justification de ces tendances observées et la reconnaissance de la diversité dans les objectifs et la qualité des programmes individuels exigent une recherche supplémentaire au niveau du programme. La recherche effectuée a été limitée à la RDC et, par conséquent, ne peut pas être considérée comme valable ou transposable à d'autres pays. Une recherche supplémentaire serait nécessaire dans d'autres pays où les violences sexuelles (liées à la guerre) ont déclenchés des réactions internationales, comme ce fut le cas en Ouganda du Nord.

L'objectif de cette recherche est de comprendre la façon dont les acteurs dans le domaine de l'assistance aux victimes de violences sexuelles interprètent le problème et définissent les stratégies d'intervention, ainsi que la manière dont ces programmes déclenchent certaines réponses sociétales défavorables.

Ces questions ont été examinées dans quatre domaines:

1. L'interprétation de la violence sexuelle en République Démocratique du Congo;
2. Les manières dont cette interprétation de la violence sexuelle se traduit au niveau des programmes; l'identification des activités; les façons dont les bénéficiaires sont identifiés; l'identification des mécanismes de collaboration et des programmes de financement;
3. Les effets accumulés et involontaires de l'assistance médicale, sociale et économique apportés aux victimes de violences sexuelles;
4. Les effets accumulés et involontaires de l'assistance aux victimes de violences sexuelles à caractère judiciaire.

Comprendre les violences sexuelles

L'attention internationale sur les violences sexuelles au Congo a été attirée au cours des guerres des années 1996-2002 lorsque les défenseurs congolais des droits de l'homme ont commencé à dénoncer les viols de masse cruels par des factions armées (étrangères). Les incidents de la violence armée continuent jusqu'à présent et le discours définissant « le viol comme crime de guerre » demeure pertinent dans une certaine mesure. Cependant, il domine les perceptions des violences sexuelles, même si actuellement celles-ci se réfèrent majoritairement à des actes entre les citoyens. Si les violences sexuelles infligées par les civils peuvent être liées aux séquelles de la guerre, elles trouvent des causes supplémentaires dans la « normalité » des relations basées sur le genre en RDC où la marge de manoeuvre de la femme dans le contexte social, politique et culturel reste très limitée.

En 2006, le Congo a adopté une loi sur les violences sexuelles. Cette loi ne reconnaît pas le viol comme crime de guerre et exclut la poursuite des cas commis par les factions armées étrangères. Une attention juridique a principalement été orientée vers l'armée congolaise, et plus récemment vers les civils, en tant qu'auteurs de viols importants. La loi reconnaît une variété de crimes relatifs à la violence sexuelle. En pratique, elle consacre peu ou aucune attention aux crimes autres que le viol, partiellement parce qu'un nombre de ces crimes constituent des pratiques coutumières socialement acceptées autour des relations sexuelles et le mariage. Elle failit également de reconnaître que les hommes subissent également des abus et des viols, en particulier par les groupes armés au cours du conflit.

Statistiques et leur rôle dans la définition du problème

Les interprétations des tendances par rapport aux violences sexuelles surtout fondés sur des statistiques de dénonciation des cas. Ces statistiques sont – en grande partie sur la demande des bailleurs de fonds – utilisées pour l'analyse du problème, la sensibilisation, la préparation de projet, la collecte de fonds et les résultats des rapports. Les limites et lacunes dans la collecte de données, l'analyse et l'interprétation sont omniprésentes. Alors que le tabou relatif à la violence sexuelle a été considéré tellement persistant qu'il conduirait à la sous-dénonciation des cas, on trouve également le contraire dans les pratiques actuelles. Parmi les facteurs contribuant aux statistiques gonflées sont: une exagération du nombre de cas pour la mobilisation de fonds, des chevauchements à cause

d'un manque de transparence, le traitement médical de non-victimes en besoin de soins, un comptage des fausses victimes et des doublures là où plusieurs programmes inscrivent la même victime. L'extrapolation injustifiée des chiffres dérivés des zones très violentes à des zones géographiques plus larges contribue également à la sur-représentation, ainsi qu'au manque de spécificité par rapport aux délais et types des agressions. Un nombre de projets de recherche récents ont examiné la violence sexuelle par le prisme d'une recherche démographique. L'utilisation des données basées sur les extrapolations, complées avec la représentation limitée de la problématique par les médias, renforce la notion stéréotypée du viol cruel comme crime de guerre. Par conséquent, la représentation de la RDC en tant que « capitale du viol du monde » diminue à une certaine degré l'appui des acteurs et civils en RDC à la lutte contre les violences sexuelles.

Cette image est encore consolidée par les délégations internationales qui s'appuient sur un nombre limité de sources, y compris des porte-paroles connus, un nombre restreint d'établissements de santé et des entretiens avec des victimes qui représentent les cas les plus atroces commis il y a plusieurs années. Les statistiques devraient être abordées avec beaucoup plus de précaution ce qui est empêché par des images prévalentes par lesquelles les statistiques sont comprises.

Acteurs, coordination et financement

L'assistance offerte aux survivants de violences sexuelles a proliféré au cours des dernières années incorporant entre 300 et 400 organisations congolaises, organisations professionnelles internationales et communautaires dans le Nord et Sud-Kivu. La coordination s'avère être un défi. Elle manque de transparence par rapport à « quoi, où et avec qui » et la réflexion sur l'orientation stratégique de la programmation est à peine mentionnée. Les choix stratégiques de programmation la coordination sont largement dominées par la communauté internationale. En conséquence, la motivation d'implication à la coordination est fragmentée et les organisations locales se sentent rejetées par les organisations internationales. La coordination est également mise à l'épreuve par la présence de nombreuses organisations considérées « opportunistes ». Elles manquent d'expertise concrète et sont essentiellement intéressées par l'obtention des fonds.

Depuis 2010, les budgets alloués à la lutte contre les violences sexuelles en provenance des Fonds Multi-Bailleurs (Pooled Fund, SRFF) et quelques projets majeurs de bailleurs de fonds bilatéraux (par exemple USAID, SIDA, Pays-Bas, DFID) s'élèvent à 86,4 millions de dollars Américains. Ce chiffre n'inclut pas les contributions de la part des OING et des fonds privés. Sans une analyse claire de besoins, il est difficile d'évaluer si les fonds disponibles sont élevés ou faibles. En comparaison avec d'autres secteurs, l'attention accordée à la violence sexuelle est importante ce qui est à l'origine de fréquents commentaires consistant à dire que l'attention dédiée à la violence sexuelle par la communauté internationale conduit à la négligence d'autres problèmes. En comparaison avec d'autres thèmes consacrés par les Fonds Multi-Bailleurs, le budget du SRFF dédié à la lutte contre les violences sexuelles pour la période 2010-2011 (24 mois) (8,14 millions de dollars) est presque équivalent le budget dédié aux soins de santé du Pooled Fund (10,4 millions de dollars). En plus, ceci équivaut

presque deux fois la taille du budget destinée à la réforme du secteur de la sécurité (SSR Trustfund) et à l'éducation. Les contributions internationales présentent un contraste par rapport au budget de l'ordre de 7,9 millions de dollars du Ministère du Genre, en charge de la lutte contre les activités des violences sexuelles au nom du gouvernement (2011). À peine 40% de cette somme a été versée et moins d'un million de dollars ont été dépensés pour la recherche sur le statut de la femme et la coordination des activités relatives aux violences sexuelles.

Types et caractéristiques de l'assistance

En RDC, l'assistance aux victimes de violences sexuelles suit une approche multi-sectorielle, relative à des activités aux niveaux suivants: médical (réhabilitation physique, traitement et prévention de la transmission du Sida), psycho-social (détraumatisation, médiation familiale pour la réduction du rejet), économique (distribution de la nourriture/ustensiles sous forme d'un kit, formation basée sur le développement des compétences telles que couture, crédits agricoles) et l'assistance judiciaire (soutien à la victime au cours de la procédure judiciaire, essentiellement à travers les chambers foraines soutenues par les ONG). L'assistance multi-sectorielle est entravée par le manque d'une pratique efficace de références croisées entre les organisations. Certaines souhaitent offrir « le paquet complet » elles-mêmes (souvent sans une expertise spécifique) et d'autres n'acceptent pas des victimes dont le profil ne s'inscrit pas dans « leur » programme d'aide. Un nombre important de victimes abandonnent le programme à une certaine étape car l'assistance médicale et économique constituent une priorité pour la majorité. Beaucoup d'attention a également été prêtée à la sensibilisation, essentiellement par rapport à la loi sur les violences sexuelles datant de 2006. Les dimensions socio-culturelles des violences sexuelles sont très peu abordées par la sensibilisation.

En général, les activités revêtent un caractère curatif et sont majoritairement orientées vers les victimes féminines. Une étude de certaines causes profondes exige une interaction avec des auteurs de viol (militaires) ce qui ne relève pas de la plupart de mandats des organisations. L'affectation des services médicaux et socio-économiques aux victimes de violences sexuelles, tels que des opérations de fistule, fait que les victimes souffrant d'autres problèmes de santé ou les non-victimes souffrant d'un fistule associé à l'accouchement, se situent en dehors du système de l'aide. Par conséquent, les femmes qui se font opérer une fistule due à l'accouchement risquent d'être comptées dans les statistiques consacrant les violences sexuelles. L'hôpital Panzi affirme que parmi les 350 opérations de fistule en 2011, seulement une opération a eu un lien confirmé et direct avec le viol. Heal Africa signale que moins de 3% des opérations de fistule menées dans le cadre de leur activité ont un lien avec les violences sexuelles. Des problèmes sous-jacents du système de reproduction ne sont ni reconnus ni abordés. Réserver ce type de services aux victimes de violences sexuelles et la présomption que les bénéficiaires sont tous des victimes de violences sexuelles, brouille l'analyse et résulte en l'absence d'attention accordée à la prévention des fistules relatives à l'accouchement et à la confrontation des problèmes résultant des grossesses chez les adolescentes.

L'approche curative aux violences sexuelles peut être comprise par rapport à la domination continue des cadres de financement humanitaire à court terme ainsi que des approches axées autour d'un secours post conflit et des premiers impératifs de redressement. C'est depuis récemment que le financement dédié à la lutte contre les violences sexuelles prennent en considération les enjeux du développement, à savoir les dimensions socio-culturelles et la dynamique entre les sexes, a commencé à attirer l'attention.

Identifier les victimes de viol comme bénéficiaires

Les modalités de financement fondées sur la performance mettent pression sur les organisations pour que celles-ci accompagnent un certain nombre de victimes. La plupart d'agences travaillent dans les zones relativement accessibles dans le Nord et Sud-Kivu au détriment d'autres zones mal desservies. La compétition entre les agences conduit à « l'appropriation » des victimes et la références des victimes sous cercle fermé où elles sont renvoyées uniquement à des services financés par le même bailleur de fonds. Dans les zones où on signale les viols de masse, un influx d'organisations en concurrence relaie à l'enregistrement de victimes, surenchèrent les autres sur des promesses d'aide. De telles pratiques, ensemble avec la connaissance commune que les fonds dédiés à la lutte contre les violences sexuelles sont largement disponibles, incitent de plus en plus les femmes à agir en tant que victimes de violences sexuelles. Des femmes vulnérables dans des conditions extrêmement pauvres sentent que leur seul moyen d'accéder à l'aide est de dénoncer un viol. La plupart d'organisations ferment les yeux à cette réalité parce qu'elles assument que la stigmatisation sociale associée au viol dissuadera les femmes de signaler les cas faux. Les répondants congolais impliqués dans cette étude ne partagent pas ce point de vue. Ils maintiennent que les femmes pauvres cherchent de l'aide faute d'autres choix disponibles. Les approches communautaires, au lieu d'orienter l'aide vers la victime, pourront potentiellement réduire le nombre de fausses dénonciations de viol.

L'assistance aux victimes de violences sexuelles sur le plan juridique

L'impunité est une pierre d'achoppement importante dans l'éradication des violences sexuelles, d'où le nombre croissant de programmes mettant l'accent sur l'assistance juridique et la réforme du secteur de justice. L'impunité se caractérise par un manque de budgets de fonctionnement versés par le gouvernement, des démarches lentes et coûteuses, un manque de connaissance sur les procédures, les libérations provisoires illégalement accordées, les évasions de prison et les pratiques de corruption et d'influence politique. En conséquence, beaucoup d'auteurs de violences sexuelles ne se retrouvent jugés et emprisonnés.

Toutefois, sous pression pour combattre l'impunité, un nombre croissant de suspects sont (parfois innocemment) condamnés à la base d'une preuve insuffisante par les cours et tribunaux. Un nombre croissant de gens violent la loi dans le but de régler d'autres types de conflits (de famille). Faire porter les soupçons de viol est devenu une façon efficace pour « se débarrasser de quelqu'un » ou de revendiquer une indemnisation financière. Ceci est le

cas avec les aventures amoureuses des adolescents qui aboutissent à une grossesse. Lorsque les familles ne peuvent pas se mettre d'accord sur le mariage ou la compensation par rapport aux coûts de l'enfant, les accusations de violences sexuelles peuvent apporter un résultat. La sensibilisation sur la loi a créé « l'intolérance de l'opinion publique » sur les violences sexuelles et, ensemble avec la pression de la part des ONG et le gouvernement d'appliquer la loi au pied de la lettre, le système judiciaire à la tendance de punir sévèrement. Dans le cadre des programmes d'assistance juridique, les ONGs financent les chambres foraines. Ce sont des mécanismes humanitaires visant à rapprocher la justice aux justiciables à des communautés où aucune infrastructure juridique physique n'existe. Même si les chambres foraines devraient revoir tout type de cas, elles sont presque uniquement axées sur les cas de violences sexuelles et, suite à la perception dominante qui estime que les viols sont surtout commis par des auteurs armés, elles ciblent principalement la justice militaire. Les chambres foraines sont organisées dans des délais limités (3-10 jours) ce qui compromet un suivi correct des démarches procédurales. Puisque les ONGs présentent des cas dont les chambres foraines devraient s'occuper, elles finissent par s'acheter de l'indépendance du système de justice. Par conséquent, les juges font face à une obligation morale de condamner, compromettant ainsi le principe de base « innocent jusqu'à preuve du contraire ». Cette situation est encore aggravée parce que le personnel juridique reçoit des primes au cours des audiences foraines de la part des ONGs. Les ONGs paient les prestations des avocats du côté des victimes, tandis que les suspects sont d'habitude confiés entre les mains des avocats pro-déo leur confiés par les barreaux qui ne sont pas rémunérés et, donc, peu motivés. Ceci renforce la possibilité où les personnes soupçonnées du viol seraient condamnées quelque soit la preuve présentée.

Cette recherche a étudié les dossiers des 40 cas juridiques. Avec plus de 40% des parties accusantes appartenant au groupe d'âge entre 14-18 ans, et la moitié de suspects à moins de 25 ans, et 25% des cas impliquant la grossesse, le profil d'un nombre des cas étudiés s'inscrit à la tendance identifiée par les répondants: notamment des cas de viol qui étaient transmis à la justice après que les histoires d'amour aboutissent à une grossesse. Une trentaine des cas ont été portés devant le tribunal et dix-neuf ont été conclu par une condamnation. Plus de la moitié de dossiers ne contenait que les notes de procédure, telles que les rapports de police, y compris huit des 19 cas aboutissant à une condamnation. Aucun des 19 dossiers de condamnation ne contenait le rapport médical exigé comme preuve par la loi. La présence d'une preuve physique a été mentionnée uniquement dans un seul dossier. L'examen juridique des cas a mené à la conclusion que 50% des condamnations ne présentaient pas de preuves suffisantes. Les cas conclus par un acquittement sont bien argumentés, probablement parce que les juges craignaient la critique de la part de l'opinion publique. Les condamnations (19 cas sur 30) se réfèrent toutes à des suspects issus de la classe inférieure et sont beaucoup moins argumentés. Neuf cas ont reçu entre 5 et 10 ans de prison et cinq cas ont obtenu la peine maximale de 20 ans de prison. Les dix cas militaires ont tous abouti à une condamnation par la chambre foraine.

Alors que la culture de l'impunité est en train d'être abordé, il existe au même temps un système biaisé qui produit des condamnations de viol tout en violant gravement les droits des suspects. Les acteurs judiciaires se sentent pressonnés par la politique de « tolérance zero » du gouvernement, le plaidoyer des ONGs et l'opinion publique appelant à condamner

les suspects. En conséquence, ils ne tiennent pas compte des preuves réelles pour soutenir les cas et deviennent biaisés et subjectifs dans leur décision. Ceci est encore plus le cas au moment où les ONGs paient pour l'organisation des audiences foraines et choisissent les cas à traiter.

Conclusion et recommandations

Les différents processus que nous avons observés sont fortement liés les uns avec les autres et ont mis en branle une spirale négative dans laquelle les témoignages de violences sexuelles suscitent des réactions susceptibles aux abus par les organisations, les victimes ainsi que les non-victimes de violences sexuelles. Ceci, à son tour, mène à des chiffres gonflés qui s'ajoutent à des réponses évoquées par les statistiques. Cette spirale négative mène à la commercialisation croissante de la violence sexuelle où celle-ci est considérée comme un commerce pour les agences et les particuliers. Les conséquences sont graves. Le soutien congolais pour la lutte contre les violences sexuelles est remis en cause. Par ailleurs, une telle situation détourne l'attention de relations basées sur le genre au niveau socio-culturel qui consistent les racines de violences sexuelles. Ceci abouti à un cynisme croissant envers le problème jusqu'à un point où des véritables victimes de violences sexuelles ne sont plus entendues. Cet état des choses conduit à des énoncés de problèmes, des politiques et programmes biaisés qui ne parviennent pas à faire face au caractère complexe de la violence sexuelle, le manque d'un système de soins de santé génésique, la prévention des grossesses chez les adolescentes et maltraitance des enfants, le dysfonctionnement de la justice et l'extrême pauvreté qui sont des éléments sous-jacentes derrière les demandes d'aide. Pour mettre fin à cette spirale négative et pour être à la hauteur afin d'éradiquer la problématique par rapport à prévention, l'assistance aux victimes de la violence sexuelle et la lutte contre l'impunité, le système de réponse doit être évalué et réformé.

Cela conduit à des recommandations suivantes aux acteurs congolais et internationaux concernés par les violences sexuelles:

- Il est nécessaire d'abandonner le discours prédominant du genre « le viol comme résultat du conflit ». En revanche, il vaut plutôt faire des efforts pour mieux comprendre les violences sexuelles dans son contexte en accordant une attention particulière aux dimensions socio-culturelles liées au genre.
- Comme la plupart d'aide est centrée sur le soulagement des conséquences pour les victimes, les programmes d'aide doivent être plus fortement ancrés dans les approches de développement à long terme afin de faire face aux causes profondes (tout en continuant à répondre aux besoins humanitaires restants). Ceci implique la confrontation à la question de relations basées sur le genre, le renforcement de la position de la femme, la promotion du leadership de la femme, un respect croissant pour les droits de l'homme, l'intensification de la sécurité, de la justice et des mesures de réforme ainsi que la quête des réponses communautaires aux violences sexuelles.

- Afin de faire face au problème des fausses victimes et ses conséquences négatives, il est important de reconnaître les facteurs sous-jacents de la pauvreté et du manque de soins de santé de base. Le mandat des soins médicaux devrait être élargi pour incorporer la santé génésique, surtout pour la prévention et traitement des fistules dues à l'accouchement chez les femmes. Les interventions socio-économiques devraient être centrées sur la communauté et devraient prendre en considération des leçons tirées des programmes antérieurement développés pour, par exemple, les anciens combattants.
- Des interventions au sein du secteur de la justice doivent assurer le fonctionnement indépendant des acteurs juridiques congolais et devraient garantir les procédures justes et équitables pour toutes les parties impliquées. Favoriser les condamnations pour les violences sexuelles, surtout par le biais des procédures « vite fait » dans les chambres foraines financées, conduit à des biais graves dans le système de justice et à la violation des droits des suspects.
- La coordination des programmes dédiés à la lutte contre les violences sexuelles doit être améliorée et faire une partie intégrante de la planification globale du développement. Des services parallèles de santé et des services juridiques ciblant uniquement les victimes de violences sexuelles devraient être évités. La communication et la coordination entre les acteurs internationaux, le gouvernement congolais et la société civile doivent être améliorées. L'engagement politique et financier du gouvernement congolais à reformer des mesures nécessaires pour la lutte contre les violences sexuelles doivent être concrétisés.

1

Introduction

Au cours de la guerre en RDC, le monde a été choqué par les histoires de violences sexuelles dans le pays, où les femmes étaient en grand nombre soumises aux viols violents, souvent multiples, et aux mutilations sexuelles. Des femmes victimes de ces atrocités retrouvent souvent leur vie détruite, subissant des graves conséquences physiques et psychiques, et encourant le risque d'être socialement rejetées par leurs familles et leurs communautés. Des termes tels que « endémique » , « terrorisme sexuel » et « la guerre dans la guerre » ont été utilisés pour décrire ces actes.¹ Si initialement les rapports ont porté sur les crimes commis par les forces armées congolaises, ils ont été suivis, dans les années suivantes, par des rapports relatifs à des abus sexuels commis par l'armée congolaise ou des bandes rebelles et, plus récemment, par les civils. La violence sexuelle continue à avoir une forte prévalence dans le pays.

Depuis les accords de paix de 2002/2003, un nombre important et croissant de programmes ont été mis en place dont l'objectif est de mettre fin aux violences sexuelles en RDC et d'assurer des services aux victimes. Bien que la nécessité de tels programmes ne soit pas contestée, un nombre croissant de personnes engagées dans ces programmes et au sein de la population congolaise se posent des questions sur les programmes et les pratiques actuelles employées contre les violences sexuelles. Ces questions se réfèrent à la façon dont le problème est encadré, à l'orientation des programmes, aux lacunes dans la coordination et aux formes d'abus liés à ces programmes à tous les niveaux. On entend souvent parler que la violence sexuelle est devenu « un fond de commerce ».

Des notions critiques sur les programmes combattant les violences sexuelles prédominent dans les conversations personnelles mais il est encore rare qu'elles trouvent une reconnaissance officielle et fassent l'objet d'un débat stratégique. Les membres du personnel des ONGs et agences sur terrain se rendent souvent compte des aspects problématiques de leurs interventions mais ne trouvent pas d'opportunités d'y faire face dans la ronde frénétique de la mise en œuvre de programmes, la présence d'autres nombreux défis de leurs programmes, le fait que leurs gestionnaires ont peur pour les répercussions de la critique, ou à cause de l'ignorance de ces « autres réalités ». Un nombre de défenseurs de droits de la femme originaires du Congo ont entrepris des tentatives pour soulever ces questions lors des réunions de coordination mais elles se sont heurtées à la résistance et ont senti qu'elles avaient été perçues en tant que « fauteur de troubles ». Une militante congolaise, tentant de signaler ses préoccupations, a senti que « d'autres nous ont regardé comme si nous voulions minimaliser le problème de la violence sexuelle ».² En effet, il existe un risque que l'analyse

1 RFDA 2005 cité dans Bastick et al (2007, p.41).

2 Entretien ONGC-F-1.

critique des programmes contre les violences sexuelles puisse être interprétée comme un déni de la gravité des violences sexuelles.

Ce rapport revoit l'assistance apportée aux violences sexuelles en RDC et ouvre un débat relatif à ses effets indésirables et négatifs. Le point de départ consiste à dire que, justement parce que le problème des violences sexuelles est réel et grave, les réactions aux programmes et leur impact devraient être évalués de façon critique en vue d'assurer des services adéquats, d'induire un changement pour les personnes affectées par la violence sexuelle et faire face aux processus sociétaux ainsi qu'aux défis politico-militaires qui en constituent des causes. Nos entretiens ont démontré un nombre d'effets négatifs des programmes contre les violences sexuelles qui se réfèrent à la complexité du problème, au contexte politique, social et culturel en RDC et aux fausses hypothèses et préjugés liés aux interventions.

Ce rapport est fondé sur les entretiens approfondis avec 58 membres du personnel des agences et ONGs et des personnes travaillant dans le domaine juridique. Nous avons également étudié les dossiers juridiques de 40 cas de viol dans le but d'analyser le profil des cas, le niveau de preuve employée par le tribunal et les résultats des procès. La recherche a été initiée par Disaster Studies de l'Université de Wageningen après plusieurs entretiens exploratoires que les auteurs ont effectués à Bukavu, dans le Sud-Kivu depuis août 2010. Ces premiers entretiens ont indiqué qu'un nombre de problèmes ont surgi sur les réponses aux violences sexuelles. La recherche se concentre sur deux provinces en RDC: le Nord et le Sud Kivu. Le choix de ces deux provinces a été imposé par le fait que la vaste majorité des programmes de lutte contre les violences sexuelles sont concentrés dans ces provinces. Le rapport ne s'étend pas sur d'autres provinces de la RDC, il n'étudie pas non plus d'autres zones où les programmes de lutte contre les violences sexuelles sont mises en oeuvre sur une grande échelle, telles que, par exemple, l'Ouganda du Nord.

Le rapport porte sur les perceptions sur et expériences des gens avec l'ensemble d'interventions au Nord et Sud Kivu. Il y a une grande diversité dans la qualité des programmes autour des violences sexuelles et de nombreux programmes sont efficaces et atteignent leurs objectifs. Les observations effectuées ne sont pas fondées sur une description ou une évaluation des programmes spécifiques et ne peuvent pas être lues comme une conclusion spécifique pour un seul programme. Nous sommes intéressés par les effets accumulés qui sont essentiellement involontaires et se situent hors du contrôle immédiat d'une seule organisation. Une recherche plus poussée serait nécessaire au niveau programmatique afin de justifier les tendances signalées par nos répondants dans le rapport et en vue d'obtenir un aperçu de la diversité des approches programmatiques de différents types d'agences. En plus, la recherche menée dans d'autres zones ou pays, tels que, par exemple l'Ouganda, touchés par des niveaux élevés des violences sexuelles pourrait faire avancer nos analyses. Nous sommes actuellement en train de rédiger un article pour un journal académique sur nos conclusions. Ce rapport vise à apporter des conclusions à l'attention des organismes combattant les violences sexuelles dans le but de contribuer à une discussion sur l'amélioration de la coordination et de réformer les interventions pour qu'elles deviennent plus efficaces dans la lutte contre les violences sexuelles dans le contexte congolais. Pour cette raison, le rapport fournit un certain nombre de recommandations dans le dernier chapitre.

À la suite de l'Introduction, le Chapitre 2 présente les objectifs, les questions de recherche et la méthodologie de la recherche. Le Chapitre 3 fournit un aperçu par rapport à la façon dont le problème des violences sexuelles est compris et encadré, en générale et pour le cas du Congo. Le Chapitre 4 aborde certaines difficultés dans l'emploi des statistiques relatives aux violences sexuelles. Le Chapitre 5 porte sur les acteurs et budgets impliqués ainsi que sur les mécanismes de coordination et ses défauts. Il est suivi par une analyse des types d'aide dans le Chapitre 6. Le Chapitre 7 consacre les façons dont les bénéficiaires sont sélectionnés. Le Chapitre 8 fournit une analyse des cas judiciaires et le Chapitre 9 rassemble les Conclusions et Recommandations.

2

Approche de la recherche

L'objectif de cette recherche est de comprendre comment les acteurs dans le domaine de l'assistance aux victimes de violences sexuelles interprètent le problème et définissent les stratégies d'intervention, et comment ces programmes déclenchent certaines réactions sociétales défavorables.

Ces questions ont été étudiées dans quatre domaines:

1. L'interprétation de la violence sexuelle en République Démocratique du Congo;
2. Les manières dont cette interprétation de la violence sexuelle se traduit au niveau des programmes; l'identification des activités; les façons dont les bénéficiaires sont identifiés; l'identification des mécanismes de collaboration et des programmes de financement;
3. Les effets accumulés et involontaires de l'assistance médicale, sociale et économique apportés aux victimes de violences sexuelles;
4. Les effets accumulés et involontaires de l'assistance aux victimes de violences sexuelles à caractère judiciaire.

2.1 Méthodologie

Le rapport s'appuie sur des entretiens qualitatifs avec les membres du personnel travaillant pour les organisations (inter)nationales, les instituts Étatiques et les acteurs juridiques concernés par les dossiers de violences sexuelles. Il documente les expériences et les opinions communiquées par ces personnes, ensemble avec les observations générales recueillies au cours des années d'expérience de travail au Congo par l'équipe de recherche.

Fonder une analyse sur des opinions individuelles exprimées lors des entretiens présente le risque de généraliser les opinions isolées ou accorder plus d'importance à certaines opinions qu'à d'autres. Afin de faire face à ce risque, nous avons seulement intégré ces points de vue qui ont été communs à des informateurs multiples, même si nous présentons souvent une seule citation exprimant un point de vue. Les personnes interrogées ont souvent souligné que leurs déclarations étaient personnelles et ne reflétaient pas le point de vue de l'organisation. Par conséquent, nous n'accordons pas de citations à des organisations. Nous avons préféré utiliser une codification des enquêtes. GOV, ONU, ONGC, OING se réfèrent respectivement à des représentants du gouvernement, des agences des Nations Unies, des ONGs congolaises et des ONG internationales. F et M correspondent à des enquêtés féminines et masculines. Afin de permettre le recoupement des citations, nous avons énuméré les enquêtés de chaque catégorie. ONU-M-3 représente ainsi le numéro 3 de notre représentant masculin des Nations Unies. Les données ont été recueillies à Goma (Nord-Kivu) et Bukavu (Sud-Kivu) entre septembre à

novembre 2011. Au total, 58 entretiens semi-structurés ont été effectués dont 38 entretiens ont été menés avec les représentants des organisations responsables pour la lutte contre les violences sexuelles: 11 avec les agences de l'ONU, 9 avec les ONG internationales, 10 avec les ONG congolaises et 9 avec les institutions politiques et administratives importantes. En plus, 19 entretiens ont été conduits avec les représentants du système judiciaire (juges, greffiers, parquets généraux et présidents des tribunaux) et des défenseurs de droits de l'homme et avocats. La recherche s'est focalisée sur les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à l'est de la RDC car c'est là où la majorité de programmes de réponse et les activités principales de la Stratégie Nationale de Lutte Contre les Violences Sexuelles du gouvernement du Congo (sous le programme de stabilisation du gouvernement STAREC)³ se situent. Les répondants ont été sélectionnés de façon à ce que les secteurs majeurs et une diversité des organisations soient inclus. Les répondants sont principalement directeurs et chargés de programme spécifiques sur la violence sexuelle. Les questions d'entretien se concentrent sur la représentation/interprétation de la problématique, l'orientation des activités de l'organisation, l'emploi des statistiques, l'assistance juridique, des effets secondaires indésirables, les conséquences de ces effets secondaires et les recommandations proposées pour redresser certains failles et faiblesses.⁴

Les entretiens ont été complétés par une étude littéraire des documents politiques sur la violence sexuelle considérés comme stratégiques par les répondants ou qui étaient référencés dans la littérature en tant que rapports clés. En plus, des documents juridiques, rapports de recherche et couverture médiatique ont été inclus. Tous les acteurs interrogés ont été priés de partager une documentation pertinente telle que des propositions de projet, plans stratégiques, analyses thématiques et rapports de projets narratifs. Beaucoup de documentation relative aux programmes n'a cependant pas pu être obtenue faute de restrictions de confidentialité ou parce que le siège ou les directeurs ne l'avaient pas autorisé.

Afin de fournir un aperçu sur la réponse juridique aux violences sexuelles (le 4ème domaine de recherche présenté ci-dessus), 40 cas juridiques relatifs à la violence sexuelle ont été analysés. Les cas ont été pris à partir des six sections judiciaires du Sud-Kivu:

- Le Bureau du Parquet à Bukavu, 10 cas
- Le Tribunal de Grande Instance à Bukavu, 10 cas
- La Cour d'Appel à Bukavu, 5 cas⁵
- Un tribunal decentralise à Kavumu⁶, 5 cas
- Le Tribunal Militaire à Bukavu, 5 cas
- La Cour Militaire à Bukavu, 5 cas

Tous les cas concernaient le viol dont deux cas se réfèrent également à une infraction supplémentaire (un harcèlement sexuel, une atteinte à la pudeur). Nous avons sélectionné ces cas dont le dossier a été physiquement présent au bureau, car il existe beaucoup de cas énumérés dans différents répertoires mais dont leur dossiers physique manquait dans les bureaux. Pour permettre une analyse adéquate, nous avons dû nous concentrer sur les

3 Gouvernement de la RDC (2009).

4 Voir l'annexe 3 pour une liste plus complète des questions d'entretien.

5 Le dossier des cas provenant de la Cour d'Appel a contenu les documents du 1er et du 2nd degré.

6 Le tribunal à Kavumu agit sous le Haut Tribunal de Uvira.

dossiers complètes. Dans de nombreux cas, les dossiers étaient vides ou avaient contenu très peu d'information. Nous avons sélectionné des cas pour faire représenter:

- 30 cas de premier degré et 10 cas d'appel (second degré).⁷
- 10 cas des tribunaux militaires.
- 10 cas classés sans suite.
- Les cas à partir de 2007 dont la majorité ont été traités dans les années 2009-2010.

L'analyse axée sur une description quantitative du cas, y compris l'âge de la victime et de l'accusé, la relation entre les deux parties, le type de la charge, la présence de la grossesse, la durée du traitement, le type d'audience (audience foraine ou pas), la conclusion du cas et – si pertinent – sanctions encourues.⁸ Les données dans les dossiers ont été analysées par la suite et classifiées selon les questions qualitatives et indicateurs suivants:

- Qu'est-ce qu'on constate en termes de différences dans le traitement des cas par les tribunaux civils et militaires?
- Qu'est-ce qu'on constate par rapport au statut de l'accusé?
- Quel type de preuves cruciales a-t-il manqué dans les dossiers?
- Qu'est-ce qu'on constate à propos de la motivation du juge de ne pas poursuivre et/ou d'acquitter?
- Qu'est-ce qu'on constate par rapport à l'argumentation juridique à la base de la conclusion du tribunal?
- Qu'est-ce qu'on constate par rapport au type de sanctions appliquées à des condamnations?
- Quelle est l'impression générale par rapport à la qualité des procédures judiciaires des cas étudiés?

Nous avons ensuite évalué pour chaque cas, comment la motivation du juge a été construite à partir de la preuve représentée dans le dossier, et si la preuve était d'une qualité et portée suffisantes pour justifier la décision du tribunal. Dans des situations où les cas n'ont pas reçu la suite, nous avons cherché une explication sous-jacente. Les 19 entretiens avec les représentants juridiques ont été menés par rapport à des cas spécifiques. Étant donné des lacunes importantes trouvées dans les dossiers, les données ont été interprétées par la triangulation avec des idées générées à partir des entretiens.

La recherche a été effectuée sous la supervision du professeur Dorothea Hilhorst du département Disaster Studies attaché à l'Université Wageningen, avec un appui financier de la part de la Fondation Klein Hofwijck. La chercheuse principale était Nynke Douma. Deux chercheurs ont aidé dans la collecte de données. Madame Jocelyn Matabara (avocate et chercheuse) était responsable pour l'analyse des cas judiciaires dans le Sud-Kivu. Monsieur Florent Sangara (avocat actuellement travaillant pour une organisation internationale) a aidé dans les entretiens et l'étude littéraire dans le Nord-Kivu. Au total, 35 jours ont été dédiés à la recherche de terrain.

⁷ Les cas étudiés de second degré ont concerné les différents cas de ceux étudiés sur le premier degré.

⁸ Voir l'annexe 3 pour la liste de thèmes et questions qui ont orienté l'analyse des cas judiciaires.

3

Comprendre les violences sexuelles en République démocratique du Congo

Le terme « violence sexuelle » est soumis à un éventail d'interprétations, autant dans la littérature que parmi des communautés locales, des ONG (internationales), des cadres politiques et juridiques et des bailleurs de fonds internationaux ainsi que les médias. Ce chapitre présente les arguments mettant en lumière qu'en RDC, les violences sexuelles continuent à être fortement associées au viol en temps de guerre, même si la problématique revêt d'ores et déjà un caractère civil et fait partie de la « normalité » de la société post-conflit. Il y a peu de reconnaissance des notions socio-culturelles de la violence sexuelle qui sont enracinées dans les pratiques et perceptions liés au genre.

3.1 Perceptions générales sur les violences sexuelles

Sur la scène internationale, la question du viol n'a pas reçu beaucoup d'attention jusqu'à ce que le mouvement féminin des années 1960 ait commencé à attirer l'attention à ce sujet. Jusqu'à ce moment-là, le viol a été largement perçu comme un événement rare et isolé. Il a été analysé du point de vue biologique et on a considéré qu'il trouve ses origines dans le comportement sexuel deviant.⁹ A partir des années 1970, une approche multidisciplinaire aux violences sexuelles est devenue prédominante, donnant origine à une variation de définitions dont chacune relève d'une base disciplinaire (médicale, juridique, psychologique, politique, sociale, culturelle).¹⁰ Du point de vue socio-culturel, les violences sexuelles sont devenues de plus en plus liées au statut, à la dominance, au contrôle et au pouvoir.¹¹ Le viol, dans cette perspective, est relatif à des rôles de genre et des pratiques et perceptions de la masculinité et la féminité.

La littérature sur la violence sexuelle définit en grande partie les hommes en tant qu'auteurs et les femmes en tant que victimes, ce qui est renforcé par une utilisation répandue du terme « violence faite à la femme » définie par la Déclaration de l'ONU relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes comme « tout acte de violence basé sur le genre qui entraîne, ou est susceptible d'entraîner des souffrances ou préjudices physiques, sexuels ou psychologiques des femmes ».¹² Même s'il est reconnu que les hommes peuvent être également victimes de violences sexuelles, l'attention est tournée presque exclusivement vers les femmes parce que les femmes sont considérées comme plus vulnérables à ce

9 White, dans Travis (2003, p.283). Un des premiers livres révolutionnaires sur la matière a été écrit par Susan Brownmiller (1975, Contre Notre Gré).

10 White (2003).

11 Travis (2003, p.1).

12 Watts et Zimmerman (2002, p.1232).

type d'abus. En outre, les hommes ne le signalent pas dans le sentiment de la honte, de la confusion, de la culpabilité, de la peur et de la stigmatisation. La masculinité et la victimisation sont apparemment incompatibles, laissant les victimes masculines psychologiquement et socialement extrêmement vulnérables.¹³

Les violences sexuelles contiennent un large éventail d'infractions, allant de la discrimination fondée sur le sexe et la subordination (ex. mariage forcé, manque de liberté et participation civile) à des abus sexuels violents (ex. agression sexuelle, viol), et le trafic sexuel et humain (ex. prostitution forcée). La législation réprimant les violences sexuelles aborde une ou plusieurs de ces formes variées. L'étendue de la législation diffère selon les pays. Le lien entre les définitions juridiques et les perceptions culturelles sur la sexualité, la violence sexuelle et au rôle de genres varie également selon les pays. Il est particulièrement important de noter que l'opinion publique partout dans le monde a souvent tendance à blâmer les femmes pour avoir provoqué la violence en raison d'un comportement desobéissant ou culturellement offensant.¹⁴

3.2 Violences sexuelles dans le contexte du conflit

L'attention aux violences sexuelles en RDC a émergé au cours des guerres 1996-2002 quand surtout les organisations locales ont été de plus en plus confrontées à un nombre croissant de femmes et de filles qui avaient subi le viol de masse cruel par les factions armées. Au cours de ces années, les auteurs ont été identifiés principalement comme des factions armées des pays voisins tels que l'Interahamwe du Rwanda (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) et les FNL (Forces Nationales de Libération) ainsi que FDD (Forces pour la Défense de la Démocratie) du Burundi.¹⁵ Les violences sexuelles ont été comprises comme crime « importé » bien que ce soit désormais devenu clair que les acteurs militaires locaux, comme les groupes Mai Mai présents au Congo, ont également commis ces crimes.¹⁶ En plus, les violences sexuelles sont de plus en plus perçues comme problème militaire congolais. Cette mise au point a en partie coïncidé avec une plus grande attention accordée aux violations des droits de l'homme au sein de la police et de l'armée, conduisant au plaidoyer pour réformer le secteur de la sécurité. Ceci s'explique également par différents rapports indiquant les soldats de la FARDC parmi les principaux auteurs d'une violence sexuelle documentée. Pour donner un exemple, en 2007 l'ONU a constaté que 54% des cas signalés au cours des six mois de cette année-là étaient commis par l'armée.¹⁷

Des différents spécialistes affirment que pendant le conflit, les violences sexuelles et, en particulier, le viol et des formes extrêmes de mutilation et subordination sexuelle (ex. esclavage sexuel) sont susceptibles de se produire. Ils argumentent que de tels crimes sont enracinés dans les pratiques socio-culturelles antérieures au conflit et relatives au genre¹⁸ mais commencent à se manifester au cours de la guerre quand ils sont liés à et aggravés par

¹³ Sivakumaran (2007, p.255).

¹⁴ Watts et Zimmerman (p.1233).

¹⁵ Interahamwe sont les miliciens qui étaient derrière la planification et l'exécution du génocide rwandais (1994) et la plupart d'entre eux ont depuis fui vers la RDC où ils exercent beaucoup de violence. Au Burundi, à la suite des accords de paix de 2003, le FDD fait maintenant partie du gouvernement. La dernière trêve entre le gouvernement et le FNL a été conclue en 2008.

¹⁶ Pratt et Werchick (2004, p. 9).

¹⁷ Human Rights Watch (2009, p.21).

¹⁸ Bouta, Frerks et Bannon (2005, p.33).

des décisions politiques et des stratégies militaires.¹⁹ Dans les circonstances de guerre, le viol peut être lié à un contrôle, une punition, un statut et à des cérémonies (ex. fétichisme), une pure pression, un pouvoir de négociation ²⁰ qui sont souvent entremêlés avec les besoins et désires sexuels.²¹ Pour donner un exemple, il est signalé que dans l'affaire datant d'août 2010 relative à un viol de masse d'un nombre estimé de 387 femmes à Luvungi par les Mai Mai Sheka, les commandants ont délibérément adopté cela en tant qu'une stratégie pour attirer l'attention et « négocier » leur voie à la table de négociation.²² A l'autre bout, les violences sexuelles deviennent un moyen de contrôler la reproduction de « l'ennemi », que ce soit par un viol dans le but d'imprégner délibérément (forçant les femmes à porter des enfants d'opposants) ou par un viol et mutilation dans le but d'affecter la fertilité de femmes et par conséquent, empêcher le potentiel de reproduction des communautés adversaires.²³ Un certain nombre d'études ont porté sur les motifs de viol commis par les hommes armés au Congo, affirmant que comprendre leur point de vue aiderait à s'attaquer mieux à des causes profondes.²⁴

3.3 *Législation relative aux violences sexuelles*

La réalité du « viol comme crime de guerre » au Congo a fourni une base pour le lobby et plaider en faveur d'un cadre juridique national et international pour arrêter l'impunité.²⁵ Des organisations ont fait la pression pour l'adoption d'une loi qui incrimine le viol comme une arme de guerre en vertu du droit congolais et international. Les efforts de lobby ont en 2006 conduit à l'adoption d'une loi sur les violences sexuelles en RDC. En conformité avec la législation internationale, la loi intègre 16 types de violences sexuelles, y compris le viol²⁶, l'harcèlement sexuel, l'abus de position afin d'obtenir les faveurs sexuels, le mariage forcé, le mariage de mineurs, le proxénétisme et la prostitution forcée. La sanction pour les violences sexuelles varie entre cinq et vingt ans de prison et une amende qui s'élève au maximum à 200,000 francs congolais (approximativement 200 dollars). Le juge est également en mesure d'attribuer une compensation à être versée pour la victime par l'auteur de crime ou par l'Etat au cas où l'auteur de crime est un fonctionnaire de l'Etat.

Bien que la loi ait été déclenchée par l'attention accordée au viol comme une arme de guerre, elle a échoué à fournir un cadre pour faire face au viol commis par les factions armées étrangères comme crime de guerre. À la consternation des associations congolaises des droits de l'homme, la loi est seulement en mesure de faire face à un viol commis par les Congolais, qu'ils soient soldats, rebelles ou civils. Comme un partisan de société civile a constaté: « Nous voulions que la loi intègre la violence sexuelle en tant qu'un crime international mais elle est devenue une loi pour des petits gens ».²⁷ Même si le Congo a ratifié les traités internationaux qui rendent possible de poursuivre un violeur en temps de

19 Turshen (2001, p.56).

20 Patricia Rozée (quoted dans Pratt et Werchick, 2004, p.8-9).

21 Baaz et Stern (2009, p.498).

22 Autesserre (2012, p.16).

23 Patricia Rozée (cite dans Pratt et Werchick, 2004, p.8-9).

24 Voir par exemple Kelly (2010), Human Rights Watch (2009) et Baazand Stern (2009).

25 Smits et Cruz (2011, p.2); Muchukiwa (2010, p.6); entretien ONGC-F-1; entretien ONGC-F6/F7; entretien OING-F-5.

26 Journal Officiel de la RDC, August 2006, numéro de la loi 06/018 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais. Le code définit le viol en tant que: pénétration du pénis ou d'une autre partie du corps ou objet dans les organes sexuels ou dans toute autre entrée du corps de la victime, à l'aide de la violence, des menaces sérieuses/pression psychologique.

27 Entretien ONGC-F-1.

guerre en vertu de la législation internationale (par exemple par le biais de la Cour Pénale Internationale), en pratique ceci relève d'un processus long et complexe entravé par des complications dans l'établissement des faits et qui manque d'appui politique au Congo en faveur d'un protectionnisme de seigneur de guerre.

3.4 Violences sexuelles en tant que problème civil

Après conflit, on observe généralement que les violences sexuelles se produisent plus fréquemment dans les milieux civil et domestiques, ce que les spécialistes expliquent par un résultat d'un sens érodé de virilité et des identités militaires masculines en quête du contrôle.²⁸ Ceci semble également se confirmer au Congo où un nombre croissant de civils sont actuellement identifiés en tant que violeurs. Il faut noter que les violences sexuelles exercées par les civils peuvent être toujours liées au conflit car de nombreux auteurs sont (auto)-démobilisés ou souvent ex-rebelles gravement traumatisés et anciens soldats qui sont revenus sur les comportements violents.²⁹ En plus, les hommes qui ont été forcés de témoigner – ou participer dans – le viol de leurs femmes ou famille sont des fois susceptibles de recourir aux violences sexuelles eux-mêmes.³⁰

Toutefois, une part équitable des violences sexuelles (que ce soit militaire ou civil) sont intimement liées à des dynamiques existantes liées au genre et des pratiques traditionnelles socio-culturelles qui varient parmi les tribus au Congo.³¹ Quoique interdite par les règles coutumières, les incidents de viol sont également survenus avant les guerres et ont la plupart du temps été réglés par les tribunaux coutumiers, au moyen des paiements des amendes en nature ou en organisant un mariage entre le violeur et la victime. Une des raisons pour lesquelles les gens ont du mal à reconnaître plusieurs autres formes d'abus comme expression de la violence sexuelle découle des pratiques traditionnelles acceptées qui persistent, telles que le mariage de mineurs ou le mariage arrangé, le leverate³², le sororat ou l'orrapt.³³ Les définitions culturelles qui étiquettent des telles pratiques comme violences sexuelles sont absentes.³⁴ De même, la violence sexuelle perpétrée par un mari peut être considérée comme une partie « normale » de la domination masculine où la sexualité est l'un des nombreux domaines dans lesquels le mari peut exiger l'obéissance. La notion de l'égalité des sexes, qui est à la base du terme « consentement »³⁵, est très éloignée des rôles actuels entre les hommes et femmes où les positions et un espace pour les femmes sont sévèrement limités dans les domaines politique, économique, social et culturel. Les communautés socio-culturelles et les perceptions des communautés de la violence sexuelle diffèrent ainsi des définitions de la loi.

Dans tous les cas, le tissu social et familial des communautés est gravement perturbé et miné par la violence sexuelle, étant un résultat de la peur, du trauma, de la stigmatisation

28 Bouta, Frerks et Bannon (2005, p.38).

29 Human Rights Watch (2009, p.16).

30 Harvard Humanitarian Initiative (2009).

31 Muchukiwa (2010) fournit une étude détaillée des notions culturelles liées à la violence sexuelle.

32 International Alert (2005, p.27). Leverate se réfère à des pratiques selon laquelle un aman hérite la femme de son frère défunt. Lorsque la femme du frère meurt et il prend sa belle soeur comme une nouvelle femme, ceci est appelé sororat.

33 Muchukiwa (2010). Rapt se réfère à des pratiques de certaines tribus où un homme jeune prend une fille en otage pour quelque temps. Après avoir eu des rapports sexuels (forcés), il négocie un mariage.

34 Muchukiwa (2010, p.13).

35 Rodriguez (2007, p.4).

et du rejet des victimes de viol.³⁶ Il résulte clairement de ce qui a été dit ci-dessus, que la compréhension des violences sexuelles en RDC est principalement centrée sur un crime relatif à la guerre et des problèmes de sécurité. Cela pose des problèmes différents. L'attention portée aux violences sexuelles en tant que principale conséquence de la guerre, conduit à la négligence d'autres atrocités de la guerre telles que le meurtre, le travail forcé, l'enrôlement forcé d'enfants soldats ou la torture.³⁷ D'autre part, la compréhension des violences sexuelle axées sur les conflits conduit à négliger les violences sexuelles enracinées dans la « normalité » des processus socio-culturels et basés sur le genre au sein de la société congolaise.³⁸ Dans l'opinion publique ainsi que dans l'attention internationale, le viol est considéré comme un acte extraordinaire déclenché par l'héritage de la guerre. « Au niveau international, les dynamiques liés au genre attire l'attention et la sympathie des gens dans une moindre mesure que la dynamique cruelle du viol de en temps de guerre, et au niveau social au Congo, les raisons culturelles du viol sont une chose dont les gens ne veulent pas entendre parler. »³⁹ Ou comme un autre répondant a déclaré, « l'accent a été mis sur le viol relatif au conflit parce qu'il est aussi horrible qu'il attire plus d'attention. »⁴⁰

Cependant, comme affirment Pratt et Werchick, « la lutte contre la violence axée sur le genre ne sera pas efficace sans changer la culture de violence et fournir des alternatives à des masculinités militarisées dans les zones affectées par le conflit. »⁴¹ Au cours des entretiens, il s'est avéré qu'un nombre croissant, même si encore petit, d'ONGs et de bailleurs de fonds commencent à mettre l'accent sur les notions socio-culturelles qui sous-entendent les violences sexuelles et basés sur le genre. Ces organisations prennent du recul par rapport aux réponses re-actives à la violence sexuelle et passent progressivement vers des mesures préventives, en abordant les rôles entre les sexes au niveau de la communauté. Un nombre de grands bailleurs de fonds sont également devenus un peu plus souple sur le budget à consacrer à l'assistance aux victimes de violences sexuelles. « Nous commençons maintenant à penser que la perception de la société des femmes est à la base des violences faites aux femmes. Que ce soit un acte commis par des soldats ou civils, il est enraciné dans la manière dont ils perçoivent les femmes. »⁴²

36 Pratt et Werchick (2004, p.8); Kelly (2010, p.3).

37 Autesserre (2012, p.16).

38 Smits et Cruz (2011, p.2).

39 Entretien ONU-M-5.

40 Entretien ONU-F-6.

41 Pratt et Werchick (2004, p.48).

42 Entretien ONU-M-5.

4

Statistiques et violences sexuelles

Depuis que les premiers rapports sur les violences sexuelles en DRC ont suscité une attention particulière, un large éventail d'institutions, d'organisations et de chercheurs indépendants ont tenté de saisir la problématique à travers l'analyse statistique en estimant le nombre de cas identifiés sur une certaine période de temps. Le tableau 1 présente un ensemble de chiffres afin d'illustrer une large variété de nombres qui circulent. Ce chapitre montrera qu'il y a un nombre important de limitations et défauts dans la collecte, l'analyse et l'interprétation de données. Ceci mène à une situation où les chiffres deviennent contentieux, considérés par certains comme litotes et par d'autres comme surestimations. Même si quelques-unes des lacunes dans les statistiques ont été documentées pendant près d'une décennie ⁴³, les chiffres continuent à jouer un rôle important. Ils sont utilisés par les organisations dans la sensibilisation, dans la préparation de projets, dans la mobilisation de fonds et dans les rapports sur les résultats de leurs interventions. Les chiffres sont également employés dans les médias internationaux où les gros titres fournissent des représentations généralisées des données en créant une image du Congo comme « le pire endroit pour les femmes » ⁴⁴ et « la capitale du viol dans le monde » ⁴⁵. Ce chapitre présente des arguments en faisant valoir un raisonnement selon lequel les statistiques devraient être utilisées avec le plus grand soin, en étant toujours complétées par une information qualitative et contextualisée.⁴⁶

Période	Source	Emplacement	Nombre de cas
Depuis 1998	ONU (estimée)	A l'échelle nationale	200.000
2005-2007 (3 ans)	Malteser (signalée)	Sud-Kivu	20.500
2007	Peterman et al (estimée)	A l'échelle nationale	1,69 au 1,8 million femmes violées dans leur vie dont plus de 400.000 en 2007
2008	UNFPA (signalée)	Nord-Kivu	4.820
		A l'échelle nationale	15.996
2008	CPVS (signalée)	Sud-Kivu	10.644
2008	UNFPA (signalée)	Sud-Kivu	2.883
2009	MONUSCO (signalée)	Nord et Sud-Kivu	15.000
2009	UNFPA (signalée)	A l'échelle nationale	17.507

Tableau 1: Une collecte de certaines données sur les violences sexuelles⁴⁷

⁴³ Voir par exemple Pratt et Werchick (2004), bien que cette étude se réfère principalement aux limites liées au fait que les victimes ne se présentent pas ou que certains chiffres doubles sont inclus.

⁴⁴ Divers reportages dans les médias (2008).

⁴⁵ Ces mots ont été prononcés par le représentant spécial de l'ONU sur la violence sexuelle Margareth Wallstrom.

⁴⁶ Entretien ONU-F-3.

⁴⁷ Les chiffres qui sont des estimations s'appuient sur les données de l'enquête qui ont été extrapolées à l'ensemble de la population. Les chiffres rapportés proviennent des incidents recueillis par une variété d'ONG et d'agences des Nations Unies. Les chiffres présentés dans le tableau ont une fonction informative et ne devraient pas être interprétés comme correctes ou « les plus fiables ».

4.1 Collecte de données sur la base des cas identifiés

Nombreuses données sur les violences sexuelles s'appuient sur les extrapolations à partir des cas enregistrés. Un problème majeur ici est que la collecte de données n'est pas correctement coordonnée. Une variété de différents organismes et instituts de l'Etat recueillent et publient leurs propres données. Cette situation est compliquée par le fait que les organisations ne sont pas transparentes par rapport à leurs données. Plusieurs organisations sont réticentes à partager des données en vue de la concurrence de l'organisation, à ce que les répondants se réfèrent en tant que « l'appropriation des victimes ». Cela signifie que les agences ne veulent pas donner les noms des victimes de la peur que d'autres organisations fassent des démarches pour que celles-ci deviennent leurs clients. En conséquence, la duplication des noms dans différentes bases de données ne peut pas être filtrée. Les bases de données des organisations incluent souvent aussi une duplication car les acteurs travaillant dans la même zone ont tendance à enregistrer les mêmes bénéficiaires. Un nombre d'informateurs ont également mentionné que certains ONGs gonflent les chiffres exprès pour la mobilisation de fonds.⁴⁸ « C'est devenu un championnat: celui avec les chiffres les plus élevés recevra plus de financement. »⁴⁹ Il a également été observé que les femmes victimes ont tendance à s'enregistrer au sein de différentes organisations afin d'accroître leurs chances d'obtenir de l'assistance. Les capacités sont insuffisantes pour produire des chiffres sur la base des approches statistiques bien développées et il y a un manque de financement pour surveiller de façon adéquate les visites de la collecte de données où les équipes sont censées de vérifier et revérifier les données fournies par des structures médicales et des ONG.⁵⁰ Le précédent fait douter de la fiabilité des chiffres.

Un autre problème concerne les revendications géographiques des statistiques. Suite à l'inaccessibilité de la majorité des zones, les chiffres sont tirés d'une zone géographique réduite mais sont souvent « extrapolés » à une population plus large d'une province. La plupart des organisations font valoir que ces chiffres devraient encore être considérés comme un « rapprochement de borne inférieure de la véritable situation dans la RDC ».⁵¹ Les arguments qui soutiennent cette prétention sont tels que les femmes violées ont tendance à ne pas le signaler auprès des ONGs ou d'autres structures recueillant des données. D'autre part, les données extrapolées pourraient être une exagération. L'argument qui soutient cette prémisse est que la collecte de données est d'habitude concentrée dans des zones qui, sur la base de leur histoire du conflit, sont connues pour témoigner de nombreux incidents graves de violence sexuelle.

La plupart de données ne sont pas clairement expliquées et les statistiques restent souvent vagues par rapport à la période qu'elles représentent. Par conséquent, d'anciens cas sont mélangés avec des nouveaux cas. Lorsque le cadre temporaire n'est pas explicite, le récit des rapports suggère qu'il se réfère à des pratiques récentes et actuelles. Aussi, la majorité des données ne parviennent pas à faire une distinction entre le viol et d'autres formes de violence sexuelle, comme reconnues dans la loi sur la violence sexuelle (voir en dessus, paragraphe 3.3).

48 Entretien ONGC-M-3.

49 Entretien ONGC-M-2.

50 Entretien GOV-M-1.

51 Peterman et al (2011, p.1066).

Des tentatives récentes visant à structurer et coordonner mieux la collecte de données et d'améliorer leur qualité ont abouti à des estimations plus élevées d'incidents de violences sexuelles que celles qui étaient initialement disponibles. Il a été reconnu par les répondants que cela ne reflète pas forcément une augmentation car la sensibilisation et la multiplication des sites de collecte de données a favorisé la production des rapports.⁵² Toutefois, l'impression demeure que les violences sexuelles en RDC continuent à augmenter. Un de répondants a dit: « Il n'y a pas eu une seule année où les chiffres seraient en baisse. Comment cela est possible avec tous les mécanismes de lutte contre les violences sexuelles? »⁵³

Selon certains répondants, les problèmes identifiés par rapport aux statistiques sont en partie dus à la « fixation sur les statistiques » de la part des bailleurs de fonds cherchant à quantifier des projets en termes de chiffres de cas identifiés, du nombre de cas traités, du nombre de cas de poursuites, etc. Cette pression aboutit à des données erronées, incohérentes et incorrectes, car elle « pousse les gens à mentir, que ce soit du côté des ONG ou des bénéficiaires. »⁵⁴

4.2 Données sur la base des statistiques démographiques

Afin de produire des données plus fiables sur les violences sexuelles, récemment il y a eu un certain nombre de projets de recherche qui visent à cartographier statistiquement l'apparition et les caractéristiques des violences sexuelles en RDC.

Une étude récente publiée en juin 2011 au sein de l'*American Journal of Public Health* conclut que 48 femmes sont violées au Congo chaque heure.⁵⁵ L'étude a interrogé les femmes sur leur histoire de viol, le viol au cours des dernières 12 mois, et la violence sexuelle infligée par un partenaire intime. L'étude a consisté en un échantillon d'enquêtes auprès des ménages représentant 3.436 femmes entre 15 et 49 ans issues de toutes les 11 provinces du pays, avec les données recueillies en 2006 et 2007. Cet échantillon a été tiré d'un échantillon plus large (9.995 femmes) de l'Enquête sur la Santé Démographique dans la RDC.

L'étude a suscité un débat important en RDC. Plusieurs critiques remettent en cause la fiabilité de l'extrapolation, particulièrement parce que les bases de données démographiques qui ont été utilisées sont anciennes et apparemment manquent de précision. L'enquête émerge également comme entravée par le manque d'attention pour les facteurs locaux (qui diffèrent largement au sein des provinces) qui influencent la violence sexuelle infligée par un partenaire intime et le viol. La recherche a également abouti à la confusion par rapport aux types de violence sexuelle. Cette étude interroge sur l'histoire du viol (« Quelqu'un vous a déjà forcé à avoir des rapports sexuels contre votre gré? ») ainsi que sur la violence sexuelle infligée par un partenaire intime (« Votre partenaire vous a déjà physiquement forcé à avoir des rapports sexuels ou accomplir des actes sexuels contre votre gré? »). Même si la loi considère ces deux actes comme crimes sexuels, l'étiquette du « viol » est habituellement réservée à la violence sexuelle en dehors du mariage ou du concubinage. La conclusion des « 48 femmes violées toutes les heures » a été reprise par les médias internationaux en dressant le lien

⁵² Entretien GOV-M-1.

⁵³ Entretien ONU-M-4.

⁵⁴ Entretien ONGC-F-2.

⁵⁵ Peterman et al. (2011).

avec le conflit, en renforçant l'étiquette antérieurement attribuée au Congo étant le centre du viol comme arme de guerre. Cette conclusion importante de l'étude, qui attire l'attention à la violence domestique et au viol conjugal comme le type le plus répandu des violences sexuelles dans le pays, dans les provinces affectées par le conflit ainsi que celles non-affectées, a été essentiellement sacrifié.

Une autre source souvent citée qui étudie les caractéristiques des violences sexuelles en RDC est l'initiative Humanitaire de Harvard (Harvard Humanitarian Initiative). Une de leurs études (2009)⁵⁶ constitue une analyse statistique d'une enquête menée parmi 255 femmes violées qui se sont inscrites auprès de l'Hôpital Panzi et deux sites sur le terrain à Chambucha et Bunyakiri. Les villages de Chambucha et Bunyakiri sont situés dans ou à proximité des bastions FDLR, connus pour des graves agressions et une forte incidence de l'enlèvement. L'étude a conclu que les femmes qui ont participé dans l'enquête ont été en moyenne agressées par 2,83 agresseurs, 69% ont éprouvé un viol collectif et 46% ont été enlevées. Bien que l'étude soit claire sur le fait qu'elle a étudié une sous-population des femmes violées qui cherchaient de l'assistance médicale et qui étaient donc les victimes les plus gravement touchées, les chiffres ont été cités pour représenter des cas de viol dans la RDC plus généralement. Les données ont été recueillies en 2008 mais l'étude ne fournit pas de référence temporelle par rapport aux délais des crimes. En conséquence, beaucoup de personnes qui citent l'étude, traitent ces informations comme si elles se référaient à des événements actuels.

Des problèmes similaires apparaissent dans d'autres études. Une étude analysant statistiquement les dossiers médicaux de 2006 de l'Hôpital de Panzi selon les critères tels que la démographie des victimes, les modèles de l'agression, et les conséquences pour la victime, ne précise pas où et quand les agressions se sont produites et pourtant, tire des conclusions pour l'ensemble de l'entière province du Sud-Kivu.⁵⁷

En conséquence d'un manque de précision dans ce genre d'études, les pires cas sont perçus en tant que les cas typiques et, à cause des délais non précis de l'agression, les tendances dans la survenue de la violence sexuelle demeurent cachées. L'image des crimes de viol essentiellement liés à la guerre est figée dans le temps.

4.3 Visites internationales et les médias

Outre les études mentionnées ci-dessus, la perception internationale des violences sexuelles en RDC dans les médias et parmi les décideurs politiques est fortement influencée par les points de vue d'un nombre limité d'experts congolais. Ils rencontrent des visiteurs internationaux et sont souvent invités à des événements internationaux en tant qu'orateurs principaux. On peut citer comme exemples Dr Denis Mukwege, un médecin connu pour le traitement des fistules à l'Hôpital Panzi à Bukavu, Madame Justine Masika, gagnante de la tulipe hollandaise des droits de l'homme et Secrétaire Exécutif des Synergies des Femmes Contre les Violences Sexuelles, Chouchou Namegabe, journaliste et coordinatrice de

⁵⁶ Harvard Humanitarian Initiative (2009).

⁵⁷ Bartels et al (2010).

l'Association des Femmes des Médias, et Colonel Honorine Munyole, Fonctionnaire de Police pour la Protection des Femmes et des Enfants. Mme Masika reconnaît que les experts congolais eux-mêmes, pendant longtemps, se sont appuyés sur un récit simplifié de la problématique en se basant sur la victime, au lieu de provoquer une discussion stratégique sur la façon d'éradiquer les causes profondes. En même temps, elle accuse les acteurs internationaux pour vouloir entendre seulement une partie de l'histoire. « Assez fréquemment, ils modifient mes interventions parce qu'ils veulent que l'information corresponde au cadre théorique dont ils déjà disposent. »

D'habitude, les délégations internationales rendent visite dans un nombre limité d'endroits. Ils vont dans la plupart à l'Hopital Panzi (Bukavu) ou Heal Africa (Goma), les deux commodément situés dans les centres urbains. Ce que les délégations parviennent à voir dans ces hôpitaux pourrait être qualifiée en tant que les cas les plus extrêmes de violence sexuelle où les femmes souffrent des vastes lésions physiques. Des entretiens sont organisés avec les victimes. Les femmes disponibles pour donner un entretien sont d'habitude les mêmes que celles qui ont été attachées à ces hôpitaux pendant des années et, par conséquent, racontent les histoires qui ont eu lieu il y a des années. Même si ces cas représentent une partie de la réalité, ils renforcent l'impression que les crimes de violences sexuelles au Congo sont tous très cruels dans leur nature et cela brouille le cadre temporaire par le prisme duquel ces cas devraient être compris. Puisque la rencontre est choquante, un répondant constate que les « visiteurs trouvent cela inapproprié de poser des questions fondamentales et stratégiques par rapport à la violence sexuelle et l'assistance offerte. »⁵⁸

Et, comme affirment un autre répondant, « immédiatement après ces visites, le financement pour la lutte contre les violences sexuelles commence à tomber comme des pluies torrentielles ». ⁵⁹ Ici, nous pouvons faire une référence à la visite en 2010 du Ministre des Affaires Étrangères des Etats-Unis Hillary Clinton, après laquelle 17 millions de dollars américains ont été versés à International Rescue Committee, Heal Africa et Panzi.

4.4 Réactions aux statistiques

De nombreuses personnes interrogées dans le cadre de notre étude, ont vivement réagi à la situation concernant la quantification des violences sexuelles. Elles sentent que « le jeu de chiffres » détourne l'attention du problème réel qui consiste à comprendre pourquoi les violences sexuelles surviennent et comment y faire face de façon efficace. « Quel est le but de savoir si 100.000 ou 1,8 million de femmes ont été violées? Ce qui compte est de savoir si l'assistance est disponible et satisfaisante – même si c'était que pour une femme. »⁶⁰

Néanmoins, il est utile d'investir dans la collecte de données améliorée, l'analyse, la présentation et le partage d'informations parce que c'est le seul moyen de faire correspondre correctement les besoins aux ressources disponibles.

Les répondants congolais trouvent cela particulièrement dérangeant que les chiffres grossiers qui atteignent les médias internationaux déterminent largement la façon dont les violences sexuelles en RDC sont perçues et stéréotypées, sans cesse mettant en lumière la survenue massive des crimes de viols les plus cruels (en temps de guerre). Ils se réfèrent à l'image négative présenté du Congo, à la simplification de la problématique de violences sexuelles et

⁵⁸ Entretien ONGC-M-1.

⁵⁹ Entretien ONU-M-4.

⁶⁰ Entretien ONGC-F-2.

aux tentatives ardentes de rendre vrais les chiffres douteux. Un nombre de répondants ont mentionné que les chiffres sont rarement comparatifs, mettant la RDC sur la sellette, alors que d'autres pays peuvent subir plus des incidents similaires de viol, tels que l'Afrique du Sud.⁶¹ Certains répondants ont même suggéré que la médiatisation du problème a suscité la curiosité chez des hommes qui commencent à croire qu'ils peuvent aussi s'imposer à des filles et des femmes.⁶²

La gravité des violences sexuelles en RDC a conduit à ce que trop d'importance est accordée aux statistiques. Bien qu'il existe des arguments plausibles que les statistiques sous-estiment la prévalence des violences sexuelles, à cause des tabous autour des rapports sur la violence, il y a également des tendances qui aboutissent à la surestimation des chiffres. La collecte de données est entrelacée avec les politiques d'organisations parce que le financement international des programmes est souvent lié aux données produites, et la compétition entre les organisations interdit le partage de données. Dans le processus, une image est créée selon laquelle tous les chiffres se réfèrent à des cas cruels de viol (en temps de guerre). En conséquence, la façon dont les statistiques ont dominé les discussions entrave un dialogue important, engageant les acteurs congolais et internationaux, visant à analyser les problèmes et à trouver des moyens efficaces pour les résoudre.

61 Entretien ONGC-F-6.

62 Entretien ONU-M-4.

5

Acteurs, financement et coordination

L'augmentation de l'attention à la violence sexuelle a attiré un grand nombre et, au fil des ans, un nombre croissant d'organisations qui ont développé et mis en œuvre des projets visant à aider les survivants de violence sexuelle en RDC, représentant d'importants flux de financement. Le type d'acteurs et de financement pour les programmes contre les violences sexuelles qui caractérisent le domaine d'intervention sont décrits dans ce chapitre. Il aborde notamment les problèmes liés à la coordination et à la sur-hiérarchisation des violences sexuelles par rapport à d'autres défis du développement.

5.1 Acteurs impliqués dans l'assistance aux victimes de violences sexuelles

Au fil des ans, le nombre d'organisations qui travaillent sur les violences sexuelles a augmenté de façon exponentielle, surtout dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Il est impossible de dire combien d'organisations cette lutte englobe exactement parce que les mécanismes d'enregistrement (sous la responsabilité du Ministre de la Planification) sont peu développés. On estime que dans chacune des provinces, il peut y avoir jusqu'à 300-400 organisations. Il faut noter que cela inclut des ONG congolaises, ONG internationales et agences de l'ONU, ainsi qu'un nombre important d'organisations à base communautaire dans les zones rurales.

Jusqu'en 2002, un très petit nombre d'organisations principalement congolaises des droits de l'homme a sensibilisé sur les violences sexuelles comme crime de guerre. Les organisations les plus actives se sont regroupées dans une certaine forme de coalition mais leurs effectifs sont restés faibles, au Sud-Kivu par exemple, moins de 10. Entre 2002 et 2004 de plus en plus d'organisations internationales sont venues au Congo, également influencées par la fin officielle de la guerre. La plupart d'elles ont suivi une approche selon laquelle les sous-subsidations devaient être remises à des organisations locales, une approche ultérieurement renforcée par l'établissement du Pooled Fund en 2006 où les bailleurs de fonds humanitaires ont mis en commun des fonds pour répondre à l'évaluation annuelle des besoins humanitaires.⁶³ Lorsque les rapports croissants de violences sexuelles sont sortis, cela a conduit à une forte augmentation du financement qui a été surtout réservé à l'assistance aux survivants de violences sexuelles et la lutte contre l'impunité. Un nombre croissant des ONGs congolaises établies ainsi que des ONGs internationales ont ajouté les violences sexuelles à leurs stratégies principales d'intervention.⁶⁴ Un nombre de nouvelles

63 Le Fonds Commun est un fonds-panier humanitaire dans lequel déposent leurs contributions des bailleurs de fonds bilatéraux les plus importants. De fréquents projets multimillionnaire sont, en fonction de différents champs thématiques, mis en œuvre par les agences principales de l'ONU qui sous-traitent les ONG locales sur la base des projets à court terme (souvent ceux qui ne dépassent pas six mois en termes de durée).

64 Entretien ONU-M-3.

ONGs ont également été fondées dans le but spécifique de travailler sur les violences sexuelles, ou comme l'a formulé un des répondants, dans le but de « s'adapter au marché de violences sexuelles ».⁶⁵ Beaucoup de ces organisations sont considérées comme opportunistes. « Elles n'ont jamais eu la vocation de défendre les droits des femmes et maintenant ils se baladent avec des affiches et des panneaux d'affichage comme si elles l'avaient. »⁶⁶

ONG internationales (35)	Netherlands: ICCO / CORDAID / MensenMet eenMissie / StichtingVluchteling / Oxfam Novib/ ZOA refugee care / Warchild / United States of America: IRC / Eastern Congo Initiative / V-day / Hope in Action / AVSI / IMC / SFCG / American Bar Association / Human Rights Watch / Women for Women / United Kingdom: Oxfam-UK / Merlin / Save the Children / Tearfund (Ireland) / SCIAF (Scotland) / Avocats Sans Frontières (Belgium) / Oxfam-Quebec (Canada) / VSF-Suisse (Switzerland) / COOPI (Italy) / Oxfam Solidarité (Spain) / AMI (France) / Fin Church Aid (Finland) / Norwegian Church Aid (Norway) / Norwegian Refugee Council (Norway) / Médecins du Monde (multiple) / Médecins Sans Frontières (multiple) / CICR (multiple) / CARE (multiple)
ONG congolaises (37)	<p>ONU UNIFEM-UNWOMEN / UNDP / MONUSCO-JHRO / UNHCR / UNFPA / UNICEF / UN OCHA</p> <p>Caritas Congo / Centre de Recherche sur l'Environnement la Démocratie et les Droits de l'Homme, CREDDHO / Arche d'Alliance / Caucus de Femmes / Caritas / Commission Diocésaine Justice et Paix, CDJP / Cadre Permanent de Concertation de la Femme Congolaise, CAFCO / Dynamique des Femmes Juristes, DFJ / Synergie des Femmes pour les Violences Sexuelles, SFVS / Action Sociale pour la Paix et le Développement, ASPD / Synergie de l'Assistance Juridique, SAJ / Heal Africa / Fondation Femme Plus / Panzi Hospital, Panzi Foundation / Réseau des Femmes pour le Développement et la Paix, RFDP / Centre Olame / Association des Femmes de Médias, AFEM / Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance, BVES / Conseil des Organisations des Femmes Agissant en Synergie, COFAS / Laissez l'Afrique Vivre, LAV / Village de Cobaille, VICO / Action Communautaire pour la Défense et le Progrès des Agriculteurs, ACODEPA / Action pour la Promotion et la Défense des Droits des Personne Défavorisés, APRODEPED / Association des Femmes Juristes au Congo, AFEJUCO / Réseau Vision Myriam / Œuvre Communautaire pour l'Education de Tous, OCET / Pole Institute / Collectif des Organisations de Jeunes, COJESKI / Centre d'Assistance Médico Psychosociale, CAMPS / Solidarité Paysanne / Service d'Accompagnement et de Renforcement des Capacités d'Auto Promotion de la Femme au Sud-Kivu, SARCAF / Héritiers de la Justice / Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien Être Familial, SOFIBEF / Réseau des Activistes des Droits Humaines de Fizi, RADHF / Action Contre l'Abolition de la Torture, ACAT / Solidarité pour la Promotion sociale et la Paix, SOPROP / Observatoire Congolaise des Prisons, OCP</p>

Table 2: Organisations travaillant sur les violences sexuelles dans le Nord et le Sud-Kivu que les auteurs connaissent.⁶⁷

A côté des ONGs, un nombre assez grand d'agences gouvernementaux ont la responsabilité de lutter contre les violences sexuelles, parmi eux, le Ministre du Genre, le secteur de la justice et des sections spéciales militaires et de police. Il convient de mentionner ici qu'il existe une lacune dans l'appréciation mutuelle et la collaboration entre les ONGs et les acteurs étatiques. La plupart d'ONGs prétendent que les fonctionnaires du gouvernement ne fassent pas assez d'effort et manquent de capacités et de volonté. Ils réclament que les fonctionnaires du gouvernement évitent des réunions conjointes et n'accomplissent pas leurs promesses. « Ils n'ont la moindre idée de ce qui se passe; pas un seul ministre maîtrise le problème des violences sexuelles. »⁶⁸ Et selon un autre observateur, « sans appui

65 Entretien ONGC-M-1.

66 Entretien ONGC-F-1.

67 De nombreuses organisations ont leurs bureaux dans les deux provinces, ainsi que de petits bureaux/représentants sur le terrain, ou elles collaborent avec une grande variété des organisations à base communautaire. Celles-ci ne sont pas mentionnées dans le tableau.

68 Entretien OING-F-2.

financier, il y a peu d'engagement, nous sommes obligés de les pousser à agir ».⁶⁹ Lorsqu'on leur demande leur point de vue, les représentants du gouvernement dessinent une autre vision et accusent les ONGs de les avoir délibérément exclus; ils croient que les ONG ont une conviction établie que l'Etat est incapable et que les ONGs veulent « partager le gâteau entre elles ».⁷⁰ Le manque d'accès aux fonds au nom des acteurs étatiques est provoqué par une faible exécution du budget de l'Etat du Congo (les fonds réservés sont irréalistes et arrivent rarement) et la réticence de la part des ONG vers les lignes du budget de réserve pour le fonctionnement de l'Etat, que ce soit la peur de la corruption ou parce que les mandats excluent explicitement la possibilité d'un soutien direct à l'Etat.

Presque toutes les organisations visent à aligner leurs activités avec la stratégie nationale du gouvernement du Congo dans la lutte contre la violence sexuelle. La Stratégie Nationale s'opère dans le cadre du programme STAREC. Ce programme de gouvernement pour la stabilisation de l'est de la RDC met l'accent sur trois domaines : sécurité, assistance humanitaire et sociale, et développement économique. Le plan STAREC est soutenu par la communauté internationale dans le cadre de la stratégie d'appui international (ISSSS). On estime que les coûts du programme s'élèvent à 1.204 millions de dollars américains, dont un tiers a été engagé (416 millions de dollars) contre 788 millions de dollars qui doivent encore être collectés.⁷¹ La violence sexuelle est une affaire transversale et cinq piliers d'intervention par rapport à la problématique sont spécifiés. Ces piliers sont considérés comme interdépendants et devraient être abordés de façon multisectorielle et holistique. Ils sont présidés par de différentes agences de l'ONU: la lutte contre l'impunité (JHRO-MONUSCO⁷² et le programme accès à la justice du PNUD), protection and prévention (UNHCR), Reforme du Secteur de la Sécurité (bureau genre de l'ONU et MONUSCO-DSS), aide multi-sectorielle (UNICEF) et données et cartographie (UNFPA).

5.2 *Financement disponible*

Il manque une base centrale de données sur le financement des programmes dédiés à la lutte contre les violences sexuelles mais il est évident que les budgets destinés à l'assistance aux victimes de violences sexuelles sont assez importants. Les financements pour les violences sexuelles sont largement dirigés par deux MDTFs. Le premier concerne le Stabilization and Recovery Funding Facility (SRFF, 2009) à l'appui de la stratégie ISSSS, qui agit en conformité avec STAREC. Jusqu'à mars 2012, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse ont contribué à SRFF ajoutant 16,7 millions de dollars (parmi 22,8 millions de dollars engagés) à la totalité du budget. De ce montant, 14,3 millions de dollars ont été alloués dont 10,4 millions de dollars dédiés au pilier consacrant les violences sexuelles.⁷³ Sous la deuxième modalité de financement (Pooled Fund), seulement en 2010, 2,2 millions de dollars ont été alloués à l'assistance aux victimes de violences sexuelles.⁷⁴ En 2009 il a été décidé d'exclure les programmes de violences sexuelles de ce Fond car il a été placé sous le mandat de SRFF.

69 Entretien ONU-M-4.

70 Entretien GOV-M-1; entretien GOV-F-2.

71 Custers (2009, p.1), voir aussi: www.amanileo.net.

72 Le Bureau Conjoint des Droits de l'Homme est un effort commun de Droits de l'Homme-MONUSCO et le Bureau de l'ONU du Haut Commissaire des Droits de l'Homme (HCDH).

73 Selon sur les dépenses jusqu'à avant mars 2012, source: MDTF, <http://mdtf.undp.org>.

74 Smits et Cruz (2011).

Bailleurs de fonds	Fonds	Période de financement	# ans	Partenaires opérationnels	Emplacement	Orientation des projets
SRFF	10.441.088 USD	2010-march 2012	2,2	UNOPS, UNHCR, UNESCO, HCDH, UNFPA	SK, IT	Impunité, protection et prévention, FARDC, services aux victimes, cartographie de données (2010-2011)
Fonds Commun	2.200.000 USD	2010	1	Agences de l'ONU	Principalement l'Est	2010 seulement
USAID	24.524.000 USD	2011-2015	5	IMC, ABA, COOPI	NK, SK, IT, MN	Promotion de la réintégration, changement de comportement, soins, capacitation, soutien psychologique
USAID	7.676.000 USD	2011-2015	5	IMA, Heal Africa, Panzi	NK, SK, IT, MN	
RNE	9.000.000 USD	2010-2012	3	Heal Africa, ABA	MN	Accès à la justice
SIDA	1.563.506 USD	2010-2011	2	PNUD	NK, SK	Intégration socio-économique
SIDA	3.200.000 USD	2009-2010	2	REJUSCO, PNUD	NK, SK	Réforme de la justice, formation, accompagnement aux affaires, infrastructure du secteur de la justice
BDLR	695.000 USD	2011	1	PNUD	NK, SK	
EU	8.761.241 USD	2010-2011				
2010-2013	2-4	SCIAF, COOPI, Heal Africa, AMI	NK, SK			
DFID	1.300.000 USD	2011-2013	3		National	Renforcement de la capacité du Ministère du Genre
US (visite de Hillary Clinton)	17.000.000 USD	?	?	IRC, Engender Health, autres		Formation médicale, formation de la police, assistance aux victimes
Total	86.400.000 USD					

Tableau 3: Les schémas de financement pour les violences sexuelles, principalement à partir de 2010 ^{75,76,77,78,79}

75 NK=Nord-Kivu; SK=Sud-Kivu; IT=Ituri; MN=Manierema.

76 Concernant l'appui de l'USADI, IMC est le bénéficiaire principal avec 10 millions de dollars.

77 La somme mentionnée pour l'UE (6,637,304 EURO), provient du 10ème Fonds de Développement Européen. Avec un budget total de 561,7 EURO pour la période 2008-2013 il est fort probable que d'autres parts de cette modalité de financement seront également allouées à la lutte contre les violences sexuelles. Une division thématique sommaire du 10ème Fonds de Développement Européen: gouvernance 130 millions EURO, infrastructure 251 millions EURO, santé 51 millions EURO, environnement 29 million EURO and d'autres thèmes (ex. aide d'urgence, agriculture, sécurité alimentaire and initiatives régionales) 100.6 millions EURO. Source: Commission Européenne (2008, p.12).

78 Concernant l'appui de Hillary Clinton, IRC est le bénéficiaire principal avec 7 millions USD.

79 Sources: Unité pour les Violences sexuelles – MONUSCO (interne), Smits and Cruz (2011), MDTF (<http://mdtf.undp.org/factsheet>), information relative à chaque bailleur de fonds.

MDTF	Thèmes, orientation	Approuvé 2010-2011 millions USD	% Total	SRFF-SV proportion
SRFF 2010-2012	Violences sexuelles	8,14	3,43	1
	IDP	3,95	1,66	0,5
SSR 2008-2011	Appui non légal aux FARDC, justice militaire (formation et réhabilitation d'infrastructures), conditions de vie du personnel militaire (ex. construction des casernes)	5,33	2,24	0,6
Consolidation de la paix 2006-2015	Rapatriés, DDR, réforme et formation de la police, restauration de l'autorité de l'Etat à travers la formation et réhabilitation d'infrastructures, justice militaire, conditions de prison, droits de l'homme	17,94	7,55	2,2
Fonds Commun 2006-2012	Coordination, redressement rapide, éducation, sécurité alimentaire, santé, logistiques, réfugiés, nutrition, protection, refuge et élément non alimentaire, eau, assainissement et hygiène	195,42	82,23	n/a
...dont	Eau, assainissement et hygiène	16,83	7,08	2,0
	Education	4,83	2,03	0,6
	Santé	10,46	4,40	1,3
	Sécurité alimentaire	11,87	4,99	1,3
	Nutrition	6,39	2,69	0,8
	Protection	7,15	3,00	0,9
MDG 2007-2012	Réinsertion des rapatriés et des victimes de violences sexuelles, amélioration des services sociaux de base au niveau de la communauté	1,37	0,58	0,2
UN-REDD 2008-2012	Déboisement, conservation de la nature	5,50	2,31	0,7
TOTAL		237.65	100%	

Tableau 4: Modalités MDTF spéciale pour la RDC, projets approuvés entre 2010 et 2011 (24 mois)^{80,81,82}

80 Le délai par rapport au temps est fondé sur les années pour lesquelles les données graphiques budgétaires sont disponibles sur le site du MDTF.

81 En conformité avec le degré des détails assurés par les données sur le site du MDTF, certains domaines thématiques des dépenses du Fonds Commun sont explicités ici. La part restante (la part majeure) du budget du Fonds Commun n'a pas d'étiquette thématique et de référence comme 'Fonds Commun' et 'Agent de gestion/ONG' et n'est pas incluse comme sous-dépenses dans le tableau 4.

82 Sources: MONUSCO-Unite pour les Violences Sexuelles (interne), Smits et Cruz (2011), MDTF (<http://mdtf.undp.org/factsheet>), information par rapport à des bailleurs individuels NK=Nord-Kivu; SK=Sud Kivu; IT=Ituri; MN=Maniema. The MDTF pour le microfinance a été omis dans la comparaison car c'était le seul MDTF pour lequel les budgets couvrait la période de 12 mois entre 2011 et 2012. Ceci a fait la comparaison avec un autre MDTF difficile. Sources: MONUSCO-violences sexuelles.

Cependant, puisque des organisations variées ont fait valoir que les violences sexuelles continuent à exiger des interventions humanitaires, le financement demeure possible. A côté de cela, il y a un certain nombre de modalités de financement bilatéraux dont certaines des plus importantes sont incluses dans le schéma au dessous. Comme le montre le Tableau 3, le total s'élève à 86,4 millions de dollars disponibles pour la lutte contre les violences sexuelles à partir de 2010 avec un calendrier du projet en moyenne un peu moins de 3 ans.⁸³ Le Tableau n'inclut pas les budgets qui ont été alloués à la violence sexuelle avant 2010, ni les subventions qui découlent directement aux ONG congolaises à partir d'une variété d'organisations internationales et une variété d'autres schémas internationaux de financement, y compris la Banque Mondiale. Les budgets réels à l'assistance aux victimes de violences sexuelles sont donc plus élevés que présentés ci dessous. La façon dont les montants de fonds dédiés aux violences sexuelles correspondent à des besoins réels ne relève pas du champ de cette recherche.

Beaucoup de répondants en RDC critiquent que trop d'accent est mis sur les violences sexuelles au détriment d'autres besoins urgents dans le pays. Bien qu'une comparaison complète des flux de financement pour les différents secteurs soit au-delà de la portée de notre recherche, Tableau 4 est censée illustrer la proportion des fonds pour les violences sexuelles par rapport à d'autres secteurs en vertu d'un certain nombre de différents fonds d'affectation spéciale multi-bailleurs (MDTF, Multi Donor Trust Funds). Il est basé sur des projets approuvés entre janvier 2010 et décembre 2011⁸⁴. Comme le Tableau 4 montre, les dépenses pour les soins de santé dans le cadre du Pooled Fund sont seulement 30% plus élevés que le financement pour la lutte contre les violences sexuelles dans le cadre de SSRF. En plus, le budget consacré aux violences sexuelles équivaut deux fois la taille du budget pour toutes les activités liées à la réforme du secteur de sécurité (fonds SSR) et un peu moins de la moitié de la taille du Fonds de la consolidation de la paix, qui constituent sans doute deux thèmes orientés vers la prévention des violences sexuelles.

Il est également intéressant de comparer les budgets des bailleurs de fonds internationaux pour les violences sexuelles avec le budget réservé par l'Etat congolais pour le thème, évoqué par les répondants comme « quasi-non-existant ».⁸⁵ L'implémentation et la coordination de la Stratégie Nationale sur les Violences Sexuelles relève principalement de la responsabilité du Ministère du Genre. Le budget de l'Etat congolais pour 2011 met en avant un budget de FC 7.171.815.88 pour le Ministère du Genre (ou 7,9 millions de dollars américains), 0,1% de la totalité du budget de l'Etat. De ce montant, seulement 3.24 millions de dollars (ou 40,7%) a été versé jusqu'au 31 octobre 2011. Environ trois quarts ont été dédiés à l'administration du Ministère et seulement 838.000 dollars à la variété des services et fonds qui sont censés garantir une recherche sur le statut des femmes et planifier et coordonner des interventions relatives aux violences sexuelles.⁸⁶

83 Le Tableau prend 2010 comme année de départ parce qu'à partir de cette année-là le financement dédié à la lutte contre violence sexuelle est devenue 'visiblement' prévu dans le cadre des modalités de financement de SRFF. La plupart de programmes sont en cours d'implémentation et fournissent en conséquence une image de la réalité quotidienne des fonds disponibles.

84 Comme tableau 3 présente les projets à partir 2010 et le SRFF, dans le cadre duquel la plupart de l'assistance est maintenant réservée, est entre en vigueur en novembre 2009, d'autres budgets d'affectation spéciale multi bailleurs ont été également calculés à partir de 2010 pour rendre la comparaison plus précise.

85 Entretien ONU-M-3.

86 Ministère du budget (2011).

La grande disparité dans la disponibilité de fonds pour le Ministère du Genre par rapport aux budgets des projets des bailleurs de plusieurs millions de dollars indique que les programmes internationaux dominent dans la formulation de la réponse aux violences sexuelles. La plus grande part de la définition de la gestion et de la stratégie réside dans les mains du bailleur de fonds. On confie rarement la responsabilité de gérer les budgets aux agences locales d'implémentation car on les croit dépourvues de capacités de gestion et d'une comptabilité transparente. « Ils disent que nous n'avons pas de capacités de gérer des sommes importantes d'argent et par conséquent les fonds sont directement orientés vers les acteurs internationaux. Mais comment pouvons-nous travailler sans fonds? C'est une nouvelle forme de colonisation. »⁸⁷

5.3 *Coordination des initiatives*

Dans les premiers jours de l'attention accordée aux violences sexuelles au Congo, un certain nombre d'ONG congolaises ont eu leur propre mécanisme de coordination. Quelque temps plus tard, le gouvernement congolais en conjonction avec certaines agences de l'ONU (UNFPA, UNICEF et BCDH-MONUSCO) avait lancé les CPLVS (Comité Provincial de Lutte Contre les Violences Sexuelles) en vertu de l'Initiative Conjointe (2003). Les CPLVS était un mécanisme présidé par le Ministère du Genre et a réuni principalement les organisations congolaises, ainsi que certaines ONG internationales. Comme la structure était également présente au niveau du territoire (CTLVS), il était en théorie possible d'obtenir un compte rendu assez détaillé sur les initiatives existantes et comment elles pourraient être complémentaires. Néanmoins, les CPLVS ont commencé à un moment où la concurrence sur les fonds causait les conflits sur le leadership. Des organisations participantes ont été réticentes à l'idée du partage d'informations pertinentes, surtout par rapport à l'identification des victimes (et par conséquent, des chiffres à présenter dans leurs projets et à leurs bailleurs de fonds). En raison de ces problèmes, les CPLVS ont cessé d'être opérationnels.

Comme cela s'est produit en même temps que l'augmentation du financement des grands projets menés par l'ONU-qui relève du programme STAREC, la stratégie ISSSS et la Stratégie nationale sur les violences sexuelles, le gouvernement ensemble avec les agences de l'ONU ont créé un nouveau système de coordination multi-sectorielle dirigé par le bureau genre de la MONSUCO. Chacun des cinq piliers de la Stratégie Nationale a un groupe de travail qui engage des acteurs étatiques, des ONG locales et internationales et des agences de l'ONU. La plupart des réunions des groupes de travail s'appuient sur le partage d'informations: « Qui fait quoi et où ». Un débat sur les perceptions plus stratégiques et la réorientation de la programmation ne se produit guère car « il n'y pas de temps ».⁸⁸ Une fois par an, toutefois, une revue stratégique est organisée pour analyser ce qui a été fait et pour établir des priorités et le budget pour de nouveaux programmes.⁸⁹ Un nombre important d'ONG locales et d'ONG internationales plus petites ne trouvent pas ces réunions très efficaces, principalement en raison de l'absence de débat approfondi. « Chacun veut juste montrer qu'il fait plus que d'autres. »⁹⁰ Par ailleurs, il existe un sentiment général que les points de vue des petits acteurs et des agences de gouvernement sont peu entendus ou rejetés. Certaines ONG locales et les

87 Entretien ONGC-F-2.

88 Entretien ONU-M-4.

89 Entretien ONU-F-1.

90 Entretien GOV-F-2.

agents étatiques qui ont été interrogés pour ce rapport, ont cessé de participer aux réunions pour ces raisons.⁹¹ A côté de ces mécanismes de coordination, de nombreuses organisations sous-coordonnent sur la base des programmes financés par un bailleur spécifique, souvent sur demande du bailleur de fonds. « Il y a beaucoup de sous-comités. Ceux-ci fonctionnent comme un club d'amis qui se rencontrent et se rapportent les cas de violence sexuelle l'un à l'autre. »⁹²

Ce chapitre, en conclusion, a décrit le réseau complexe du financement, les mécanismes d'acteurs et de coordination relatifs à la violence sexuelle en RDC. Sans une analyse claire au niveau des besoins, il est difficile d'évaluer si les fonds disponibles sont élevés ou pas. En comparaison avec d'autres secteurs, l'attention portée aux violences sexuelles est plus importante ce qui mène à des commentaires fréquents selon lesquels l'accent mis aux violences sexuelles par la communauté internationale conduit à la négligence d'autres problèmes. Le nombre important d'acteurs engagés dans la réponse aux violences sexuelles, fortement dominés par les acteurs internationaux par rapport à l'engagement du gouvernement de la RDC, souligne la complexité et les défis de coordination.

91 Entretien ONGC-F-1.

92 Entretien OING-F-3.

6

Types et caractéristiques de l'assistance

Le type de programmes visant à aider les victimes de violences sexuelles a évolué au cours du temps en fonction de la compréhension du problème et des fonds disponibles. Ce chapitre se penche sur les différents types d'assistance. Il fait valoir que le seul objectif de l'assistance directe aux victimes empêche une stratégie préventive pour s'attaquer aux causes profondes de la violence sexuelle. Le ciblage des services pour les violences sexuelles conduit au traitement des problèmes de santé génésique dans le cadre du mandat de services pour les victimes de violences sexuelles.

6.1 Une approche holistique couvrant différents secteurs

Lorsque le nombre d'agences a commencé à accroître après 2002, un consensus émergeait selon lequel une approche holistique, également appelée une approche multi-sectorielle, serait la plus efficace ce qui sous entendrait la combinaison d'une assistance médicale, psycho-sociale, économique et judiciaire aux survivants de violences sexuelles.⁹³ En plus, il y a eu des efforts transversaux dans le champ de la sensibilisation et quelques mesures de prévention relatives à la sécurité (protection, prévention).

- *Assistance médicale* concerne la réhabilitation physique du traumatisme du corps lié au viol, en particulier en ce qui concerne les fistules. La fistule est une condition médicale dans laquelle le tissu séparant le vagin de l'anus est rompu, conduisant à l'incontinence, des infections et la stérilité. Bien que normalement associé avec un accouchement, cela peut se produire à travers d'un viol collectif ou par l'insertion d'objets dans un vagin féminin (mutilation). Par ailleurs, ces dernières années, de nombreux programmes se sont focalisés sur le traitement PEP-kit en 72 heures après l'agression afin d'éviter la transmission des maladies sexuellement transmissibles et du VIH.
- *Assistance psycho-sociale* est principalement focalisée sur la *détraumatisation* de la victime, de sorte que la priorité soit donnée à l'écoute, assez souvent dans des maisons d'écoute, un refuge temporaire construit pour les victimes de viol. Les sessions sont principalement menées par les travailleurs psycho-sociaux (psychologues sont rares au Congo), individuellement ou en groupes. Beaucoup de programmes ont également privilégié l'assistance psychologique à la famille et des membres de communauté afin de réduire le rejet et la stigmatisation (médiation).
- *Assistance économique* offre aux victimes de viol l'opportunité de réinsertion dans leurs sociétés. Cela va d'une simple distribution d'un kit (d'habitude contenant des ustensiles

93 Pratt et Werchick (2004, p.6).

de cuisine, un peu de nourriture, des outils de travail agricole et vêtements) jusqu'à la formation pratique axée sur les compétences (couture par exemple) et des crédits agricoles pour les activités de production (par exemple semences, chèvres, lapins). De nombreux programmes forment des groupes de femmes, des fois mélangées avec d'autres personnes vulnérables de la communauté, dans le but de renforcer le tissu social à travers des projets communs, tels que le système rotatif de crédits.

- *Assistance judiciaire* est principalement orientée vers la poursuite des auteurs de viol où les organisations soutiennent la victime dans le dépôt d'une plainte, et dans le paiement des frais de processus et d'un avocat. Cette forme d'assistance a reçu une attention croissante ces dernières années. Elle se concentre sur les cas de viol par les civils car les soldats qui ont violé pendant la guerre sont difficiles à identifier. L'entraide judiciaire est également offerte aux spécialistes de la justice (par exemple des avocats, des juges) sous la forme d'une formation ou d'un soutien financier pour l'organisation des procès, en particulier dans les zones rurales, et l'achat de matériel de bureau, ainsi que le paiement des frais logistiques de l'organisation des chambres foraines (y compris souvent des indemnités journalières ou des primes pour des juges).
- *Sensibilisation de la communauté* a été en grande partie axée sur la sensibilisation par rapport au contenu de la loi relative aux violences sexuelles, pour signaler que la violence sexuelle ne reste pas impunie. Un vaste effort de sensibilisation a également porté sur « l'acceptation » des victimes, dans le but de réduire la stigmatisation et le rejet.
- Réforme du *secteur de la sécurité et de la justice* concerne les activités qui font face à la sécurité et des problèmes liés à l'impunité des violences sexuelles. Par exemple, des programmes de réforme de l'armée confrontent les violences sexuelles comme une préoccupation transversale à être incluse dans la formation des soldats et de la police. Les processus politiques ont également été pris en charge, par exemple dans l'élaboration du plan national de lutte contre les violences sexuelles et la mise en place des groupes de travail spéciaux sur les violences sexuelles dans un certain nombre de départements ministériels (par exemple la Justice, la Défense, le Genre).

La programmation holistique implique un suivi par le biais des différentes étapes et un renvoi croisé coordonné entre les organisations ayant une expertise spécifique dans l'un des domaines. Cependant, en réalité, de nombreuses organisations s'abstiennent du renvoi et cherchent d'offrir tous les types d'assistance elles-mêmes, même si elles risquent de ne pas disposer d'une expertise globale que cela exige. De nombreuses organisations ne se réfèrent qu'à des collègues qui travaillent avec des fonds provenant du même bailleur de fonds: ceci est souvent exigé par le bailleur de fonds afin d'accroître son contrôle sur l'ensemble du processus.

L'approche holistique et le système de référence souvent faillent apporter des soins judiciaires. Ceci peut être illustré avec des chiffres d'un programme de l'UNICEF au cours des 6 premiers mois de 2011: sur 7,157 cas signalés, 6433 ont reçu une assistance psychosociale et économique, 4289 ont reçu une assistance médicale et 495 cas ont été

suivis judiciairement.⁹⁴ Outre la difficulté de l'identification des auteurs, de nombreuses femmes ne sont pas intéressées par les soins judiciaires, soit parce qu'elles n'ont pas confiance dans le système, soit parce qu'elles donnent la priorité à d'autres types de services.⁹⁵ « Un grand nombre de victimes disparaissent une fois que nous commençons à parler de la justice, simplement parce que leurs attentes étaient liées à l'aspect médical et économique. »⁹⁶

6.2 Focalisation sur la victime au détriment d'une approche plus large

La plus grande part des budgets a été dédiée à l'assistance immédiate de femmes qui sont victimes de viol. Seulement quelques organisations se concentrent sur les victimes masculines ou sur les auteurs. Ils estiment que travailler avec les hommes est considéré par la communauté internationale, ainsi que par la société congolaise, comme une sorte de trahison morale et ne s'insère pas facilement dans les mandats.⁹⁷ « Nous sommes indirectement poussés à prendre parti, ce qui est en grande partie lié à ce qui est dicté par ceux qui soutiennent nos programmes. »⁹⁸

Un certain nombre des personnes interrogées remettent en question l'accent mis sur les victimes individuelles au détriment des approches communautaires en cas de violences sexuelles. Par exemple, selon des approches de réinsertion psycho-sociale et économique, l'installation de « maisons d'écoute » où les victimes souvent transitent, est considéré comme un facteur renforçant la stigmatisation. Cette approche est suivie par de nombreuses organisations locales. Les victimes de violences sexuelles sont tirées de leurs communautés et retournent après qu'elles ont été dotées de nouvelles compétences et de biens sous forme d'un « kit » de réinsertion. Ceci constitue un facteur de renforcement de la jalousie en général et au sein des communautés vulnérables. Le fait que des communautés en large ayant subi des agressions et sont traumatisées est souvent négligé. Des programmes de réinsertion psycho-sociale et économique devraient, aux yeux de nombreuses personnes interrogées, répondre à une approche plus inclusive et axée sur le développement, en s'écartant d'un secours humanitaire axé sur la victime.

Des programmes d'assistance médicale se concentrent sur les problèmes de santé directement liés à l'agression sexuelle (par exemple les fistules⁹⁹, infection par le VIH). Bien que ceci semble être raisonnable d'un point de vue du projet, cela soulève deux questions. Premièrement, les programmes ne peuvent pas accompagner les victimes de violences sexuelles touchées par d'autres problèmes de santé, y compris des effets secondaires à long terme (par exemple, des problèmes d'infertilité) ou des problèmes qui n'ont pas été traités immédiatement car l'état psychologique et / ou la situation financière de la victime ne l'a pas permis. Deuxièmement, les services ne sont pas disponibles pour les femmes souffrant de

94 Entretien ONU-M-4. 'Judiciairement suivi' se réfère tout simplement aux cas signalés. Il ne reflète pas la conclusion du cas.

95 Entretien GOV-M-6.

96 Entretien ONGC-M-1.

97 Entretien ONGC-F-3; entretien ONGC-M-3.

98 Entretien ONGC-M-2.

99 Une fistule est une condition de santé qui survient lorsque la paroi entre un vagin féminin et la vessie et/ou le rectum saigne. Ceci peut être provoqué par un trauma relatif au viol mais également constitue une conséquence commune d'un accouchement, en particulier dans les situations où les femmes ne reçoivent pas de soins adéquats de santé génésique. La fistule est souvent à l'origine des problèmes d'incontinence et peut résulter à des infections potentiellement mortelles.

problèmes similaires à la suite de l'accouchement ou des relations sexuelles consensuelles ordinaires. Comme il y a peu de services de santé génésique, ces patients sont rejetés ou ils sont traités « clandestinement », encourageant la possibilité d'être inclus des statistiques de viol.

Lorsqu'on parle à des experts médicaux et des représentants d'ONGs, il semble que la quasi-totalité des fistules traitées dans les hôpitaux les plus renommés du Congo (Panzi et Heal Africa) sont liées à l'accouchement plutôt qu'au viol. Depuis début 2011, l'inspection provinciale de santé (IPS) exige plus de détails sur la cause des fistules signalées (liées au viol ou à la grossesse). Depuis ce moment, Heal Afrique rapporte que moins de 3% de leurs opérations de la fistule ont un lien avec la violence sexuelle.¹⁰⁰ Un chirurgien de l'hôpital de Panzi affirme que, en 2011 seulement, 1 sur plus de 350 opérations de la fistule aurait été une conséquence immédiate du viol.¹⁰¹ L'inspecteur médical de l'IPS, lui-même un chirurgien, reconnaît qu'il utilise les fonds de violences sexuelles pour les opérations de la fistule liées à la grossesse. « Que dois-je faire, ça me fait mal de voir que ces femmes souffrent, parfois déjà depuis plus de 20 ans. Devrais-je les renvoyer parce qu'elles n'ont pas été violées? »¹⁰²

Encadré 1: Opérations de la fistule: viol ou accouchement

Le manque de financement pour d'autres activités qui n'ont pas un lien avec les violences sexuelles est également observée dans d'autres domaines et pose des problèmes, comme constaté par une militante: « Nos projets sur le leadership politique des femmes sont rejetés parce que les bailleurs de fonds disent qu'ils ne disposent pas de fonds pour cela. Mais comment alors pouvons-nous garantir que les femmes survivent dans ce pays? Tout le monde ne regarde que les conséquences. »¹⁰³

La sensibilisation a essentiellement porté sur l'explication du contenu de la loi sur les violences sexuelles et ses différentes formes ainsi que les problèmes observés relatifs à la stigmatisation et au rejet des victimes. La plupart des actions de sensibilisation se font à travers des affiches et des dépliants avec le contenu de la loi (souvent par le biais des dessins animés ou des images) ou les émissions de radio. Presque toutes les organisations communiquent des variations de deux messages clés: « le viol est illégal et punissable par la loi » et « le viol n'est jamais la faute de la victime, elle a besoin de soutien ». Un nombre de répondants sont d'avis que la sensibilisation se concentre trop sur la loi, sans parler des causes socio-culturelles des violences sexuelles. « Nous nous concentrons sur les aspects juridiques tandis que le problème est social. »¹⁰⁴ Elles trouvent cela problématique parce qu'elles pensent que les menaces légales ne sont pas suffisamment efficaces pour instaurer un facteur de crainte. C'est parce que la population connaît et anticipe que le système de justice ne fonctionne pas bien étant donné les expériences de fonctionnement et de corruption liés à la gouvernance au Congo.

100 Entretien GOV-M-1.

101 Entretien ONHC-F-4. Ceci concerne les opérations de la fistule qui ont été menées dans le cadre du projet 'Assistance médicale et psycho-sociale aux survivants de violence sexuelle et aux femmes en besoin des soins gynécologiques spécialisés sans l'Est du Congo'.

102 Entretien GOV-M-1.

103 Entretien ONGC-F-5.

104 Entretien ONGC-M-1.

6.3 Approche humanitaire

Un certain nombre des problèmes identifiés ci-dessus sont liés à ce que les répondants perçoivent comme l'approche humanitaire. Puisque les violences sexuelles sont fortement associées à la guerre, elles sont abordées dans le cadre de la crise humanitaire. Les instruments politiques et financiers pour réprimer les violences sexuelles sont donc enracinés dans « l'aide humanitaire, les interventions de sécurité, les activités du redressement rapide et, à moindre degré, la consolidation de l'État ».¹⁰⁵ Un résultat de ceci est que les fonds disponibles pour combattre les violences sexuelles sont principalement orientés vers les zones touchées par la guerre dans l'Est du Congo.¹⁰⁶ Bien que tout le monde soit d'accord qu'une réponse efficace exige des réformes politiques et judiciaires, la tendance écrasante observée dans les interventions est de privilégier des mesures curatives, ce qui est cohérent avec l'approche humanitaire consistant à aider des personnes vulnérables plutôt que de viser le renforcement des institutions.

Un des problèmes associés à l'approche humanitaire est la courte durée de financement, normalement de six mois à un an, un manque de suivi et de surveillance de la qualité, et une faible capacité d'apprentissage dans le secteur. Par exemple, une évaluation récente multi-bailleur a montré que la réinsertion économique des anciens combattants démobilisés (par exemple, dans le cadre des programmes CONADER/PNDDR) a échoué à inclure des membres de la communauté qui n'ont pas porté d'armes et ont, par conséquent, été limités dans l'offre de réinsertion durable.¹⁰⁷ Néanmoins, les programmes de violences sexuelles continuent en grande partie à s'appuyer sur des approches qui sont dans une semblable manière non-communautaires. Dans la même optique, il a été reconnu, par exemple dans d'autres pays, que l'attention singulière au VIH-Sida a conduit à la détérioration des services généraux de santé. Cependant, nous observons maintenant des effets secondaires similaires dans le cas de violences sexuelles.

De nombreuses organisations au Congo soulignent le besoin de faire face aux violences sexuelles en tant qu'une question de développement où la prévention devrait recevoir au moins autant d'attention que le travail sur les conséquences.¹⁰⁸ « Nous avons depuis longtemps travaillé sur les effets et non les causes, qui se retrouvent dans le secteur de la sécurité et de la justice mais aussi dans les réalités socio-culturelles liés au genre. »¹⁰⁹ De plus en plus conscients des problèmes identifiés par rapport à la façon dont l'assistance aux victimes de violences sexuelles est structurée, les organisations et les bailleurs de fonds commencent progressivement à s'orienter vers un financement de violences sexuelles qui favorise le développement. USAID a été mentionnée à plusieurs reprises comme parmi les premiers bailleurs de fonds importants à avoir adopté une approche plus élargie, intégrant les différences culturellement définies entre les sexes au sein de la programmation relative aux violences sexuelles et des opportunités de financement.¹¹⁰

¹⁰⁵ Smits et Cruz (2011, p.2).

¹⁰⁶ Smits et Cruz (2011, p.2).

¹⁰⁷ Brusset et al (2010, p.103-115). Dans le contexte de l'évaluation des multi-bailleurs, l'auteur de ce rapport a été chef d'équipe de la composante de la DDR et SSR.

¹⁰⁸ Entretien ONGC-F-1.

¹⁰⁹ Entretien ONU-M-5.

¹¹⁰ Entretien ONGC-F-2; Entretien ONU-F-1.

7

Des victimes de viol aux bénéficiaires des programmes

Ce chapitre aborde les approches adoptées par les organisations dans l'identification des victimes-bénéficiaires et soulève les questions sur l'efficacité et l'éthique de celles-ci. Nous verrons par la suite que les pratiques des programmes actuelles incitent les bénéficiaires à profiter des services et accroît la probabilité des fausses victimes.

7.1 Gestion par chiffres

La plupart des projets présentent des activités et des budgets pour « X victimes accompagnées pendant une période de X temps », en conformité avec les approches centrées sur le cadre logique par le biais desquelles les bailleurs de fonds et les organisations cherchent à quantifier les résultats en termes de contributions et de résultats. Cette gestion par chiffres met la pression sur les organisations et influe les façons dont ils agissent par rapport à l'identification des bénéficiaires.

La majorité des interventions contre les violences sexuelles sont concentrées sur un nombre limité de zones, tandis que d'autres zones - souvent très affectées ou éloignées - sont négligées, tels que, par exemple, Shabunda. Cela peut être en partie expliqué par l'accessibilité, de sécurité, d'infrastructure et les coûts opérationnels. Les choix géographiques sont également influencés par l'affectation budgétaire de la part des bailleurs de fonds. De nombreux appels à propositions mettent au clair que les actions devraient être entreprises dans les zones X ou Y – souvent des zones qui reçoivent déjà des fonds importants. La plupart d'assistance aux victimes de violences sexuelles a été centrée dans le Nord-Kivu (territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale) et le Sud-Kivu (territoires de Walungu, Kabare et Kalehe). Toutefois, récemment, d'autres zones ont été prises en considération, en particulier dans le cadre de la Stratégie Nationale, selon lequel des projets ont été lancés dans la Province Orientale (Kisangani, Dungu) et Ituri. Les organisations ont tendance à étendre leur couverture à une grande surface afin d'accéder à de multiples sources de financement. La spécialisation géographique est quasi absente ce qui se traduit par la fragmentation des efforts et un impact superficiel et limité au niveau communautaire.

7.2 Saisir les opportunités

Puisqu'il n'y a pas de système central d'enregistrement pour les victimes de violences sexuelles, les organisations identifient les bénéficiaires en même temps et de manière non-

coordonnée. D'habitude, ils recourent à des locaux (les femmes), des dirigeants (« antennes », généralement un travailleur social ou un technicien juridique) qui sont responsables pour l'identification et reçoivent un petit bonus financier en revanche.¹¹¹ Cette stratégie est légitime parce que ces personnes connaissent leurs communautés, sont dignes de confiance et, par conséquent, ont un accès facile aux victimes. Il y a aussi un inconvénient de cette stratégie. Outre le fait qu'elles peuvent ne pas avoir des capacités pour faire une identification sensible et fiable, leur position en tant que salariés indirects d'une organisation leur donne un intérêt à maintenir le projet en cours.

Un grand nombre de répondants affirment que la nature dispersée de l'identification des bénéficiaires crée une tendance vers « l'appropriation de la victime ».¹¹² Les organisations traitent les femmes comme « leurs victimes ». Cela entrave les mécanismes d'orientation et empêche la transparence car les organisations tentent de cacher l'identité des bénéficiaires de peur que ceux-ci soient recrutés par d'autres organisations. Des régimes de référence en circuit fermé entre un nombre limité d'organisations financées par le même bailleur de fonds s'ajoute à cela et constitue un obstacle à des victimes des violences sexuelles qui ne font pas partie de ce cercle pour bénéficier des services. Ces pratiques servent à la mobilisation et justification de fonds mais soulève une question d'éthique sur le traitement des victimes comme « marchandises » en termes de financement de projet. Plusieurs répondants ont utilisé des mots comme « force » et « enlèvement » pour décrire la façon dont certaines organisations prennent « leurs femmes » des villages et les situent dans des refuges au sein des zones urbaines afin de fournir à l'organisation la possibilité réelle de les présenter à des bailleurs de fonds. Un répondant a avoué qu'il connaissait une organisation « dont le directeur avait présenté sa femme, ses sœurs et même ses voisins en tant que victimes dans le but de trouver ou justifier des fonds ».¹¹³

La RDC connaît une réalité inquiétante où des viols de masse ont sporadiquement lieu dans des zones du conflit. Immédiatement après une attaque d'un village où des viols de masse ont eu lieu, un grand nombre d'organisations se rendent à l'endroit pour faire lister et enregistrer des victimes. Ceci conduit à des doublures d'inscriptions de victimes et, en conséquence, statistiques éronnées. D'après l'expérience des communautés, l'assistance augmente quand les villages montrent la présence des femmes vulnérables qui sont abandonnées par leurs maris. Il y a des témoignages des hommes qui temporairement quittent le village le jour où des ONGs viennent enregistrer des femmes, ainsi que des témoignages des femmes arrivant d'autres villages pour les joindre. Un agent de police qui a été impliqué dans la recherche des déclarations de viol de masse a constaté que « ils cachent même les chèvres et les poulets dans leurs maisons, et disent qu'ils ont été pillés. »¹¹⁴ Ces pratiques s'opèrent au détriment de nombreuses femmes qui sont réellement été violées lors de ces agressions.

L'offre étendue de services par de différentes organisations incite les bénéficiaires à profiter du système. Il y a de nombreux exemples de « comportement d'achat ». Les victimes de violences sexuelles échangent des informations sur les organisations qui offrent l'assistance

¹¹¹ Entretien ONGC-M-2; entretien OING-M-1.

¹¹² Entretien GOV-F-2.

¹¹³ Entretien ONGC-M-4.

¹¹⁴ Entretien GOV-F-1.

gratuite ou l'aide la plus étendue et, par conséquent, préfèrent aller là-bas. D'autres rapportent à des organisations différentes en même temps ce qui conduit à des multiplications de statistiques. Il y a de nombreux témoignages de victimes qui quittent volontairement leurs communautés pour se rendre vers les zones où l'aide est concentrée. « Aujourd'hui, une victime s'inscrit dans Walikale, le lendemain, elle se retrouve à Sake dans le même but. »¹¹⁵

7.3 La probabilité de fausses victimes

Un des problèmes qui s'est intensifié au cours des années est la présence de fausses victimes: les femmes qui font semblant d'être violées. Les acteurs internationaux considèrent qu'il est peu probable que les femmes fassent semblant d'être victime d'un viol parce que le viol est une humiliation intime et imprégnée de stigmatisation. Pour cette raison, il serait improbable que les personnes qui n'ont pas été violées veuillent se présenter en tant que victimes. Au cours des entretiens effectués, tous les répondants congolais réfutent cet argument et le classifient en tant qu'un jugement de valeur occidental des sensibilités autour des violences sexuelles. Dans le contexte où la population est parmi les plus pauvres dans le monde, la présence abondante d'organisations et de services est susceptible d'inciter un abus et les gens sentent qu'ils n'ont pas d'autres options pour accéder à l'aide.

Des travailleurs communautaires congolais et le personnel médical rapportent qu'ils rencontrent régulièrement des femmes qui avouent ne pas avoir été violées et avoir inventé une histoire pour obtenir des services dont elles avaient besoin mais qui n'étaient disponibles que pour les victimes de viol. Certains répondants ont fourni des exemples de travailleurs communautaires appelés « antennes », qui persuadent les femmes à dire qu'elles ont été violées en échange des promesses d'assistance matérielle et financière.¹¹⁶ La présence de fausses victimes s'explique par le ciblage exclusif des programmes pour les victimes de violences sexuelles.¹¹⁷

La présence de fausses victimes est probablement inévitable. Identifier des fausses histoires exigerait des techniques médico-légales avancées actuellement inexistantes en RDC. En plus, de nombreuses organisations, adoptent une position éthique selon laquelle leur rôle n'est pas de juger les femmes qui disent d'avoir été violées. « Le principe directeur a toujours été que la personne qui vient vous parler ne ment pas. »¹¹⁸ Toutefois, il est important de reconnaître comment certaines caractéristiques des programmes incitent la production de fausses histoires. La nature des réponses aux violences sexuelles, motivée par les fonds et le manque de coordination ouvre la porte à des organisations qui ne sont pas dotées de qualités et d'attitudes professionnelles pour faire face à ce problème. Dans la situation où les services sont réservés aux victimes de violences sexuelles, sachant que les services similaires sont à peine disponibles ou inaccessibles au reste de la population, il est fort probable que les femmes se présentent elles-mêmes comme victime de violences sexuelles. Un nombre de répondants sont également convaincus qu'une approche communautaire des programmes au lieu d'une approche axée sur la victime, pourrait réduire la probabilité des fausses victimes.

¹¹⁵ Entretien GOV-M-1.

¹¹⁶ Entretien ONGC-F-1.

¹¹⁷ Entretien OING-M-1.

¹¹⁸ Entretien ONU-F-7.

8

Lutte contre les violences sexuelles sur le plan juridique

Ce chapitre étudie en détail le système de justice et l'assistance juridique offerte par les ONGs aux victimes. L'analyse présentée est fondée sur une revue de 40 cas de violence sexuelle traités par six tribunaux différents au Sud-Kivu, et de 19 entretiens. L'impunité qui entoure la violence sexuelle est souvent considérée comme une cause profonde importante de l'ampleur des violences sexuelles au Congo. En conséquence, la réforme juridique et les mesures contre l'impunité sont de plus en plus présentes dans les programmes des organisations et des bailleurs de fonds internationaux. Cela comprend l'assistance juridique pour les victimes de violences sexuelles.

8.1 L'interprétation et utilisation de la loi sur les violences sexuelles

Comme cela a été mentionné plus tôt, après un lobbying fort effectué par les organisations congolaises, une loi sur les violences sexuelles a été adoptée par le Parlement congolais en 2006. La loi fait référence à 16 types de violence sexuelle. Pour le viol, elle prévoit des peines allant de 5 à 20 ans. Depuis la loi a été publiée, beaucoup de programmes de sensibilisation visent à éduquer la population par rapport à son existence et le contenu. Comme le chapitre précédent a détaillé, il y a certaines faiblesses à cette sensibilisation. Néanmoins, la loi a été un succès dans le sens où la plupart des gens sont actuellement au courant de l'existence de la loi.

L'application de la loi exige des réformes sérieuses du système judiciaire. Pendant longtemps, les praticiens du droit ont considéré les cas de viol comme des cas d'intérêt inférieur. Ils ont souvent traité la victime en tant qu'une partie ayant provoqué le viol. En plus, le suivi des cas prenait beaucoup de temps, s'ils ont jamais été suivis. Il y a eu beaucoup de facteurs favorisant l'impunité. Ils se réfèrent à un manque de connaissances sur les procédures ainsi que à des démarches lentes et coûteuses qui décourageaient la partie civile. Quand les violeurs sont des personnes influentes, ils sont protégés et jamais arrêtés. Des violeurs présumés peuvent corrompre des fonctionnaires pour s'échapper au procès ou s'évader de prison, ou peuvent de façon illégitime se faire accorder une mise en liberté provisoire sous caution - sans mécanismes de contrôle suffisants - ce qui fait que le dossier est classifié « sans suite ». En conséquence, d'un manque de confiance, beaucoup de personnes ne déposent pas plainte et parmi les cas introduits, seulement quelque-uns aboutissent à un jugement. Il vaut mentionner ici que le système de justice militaire est généralement perçu comme étant plus pro-active au niveau des poursuites que les tribunaux civils.

Depuis la publication de la loi, les professionnels du droit se sont sentis poussés à prendre au sérieux la question des violences sexuelles. La pression vient du gouvernement qui cherche à prendre sa politique de « tolérance zéro » au sérieux, et des ONGs qui offrent une formation et le monitoring de cas pour réduire les incohérences procédurales et la corruption. Un inconvénient est que la pression pour une application stricte des lois crée que les juges ne sont plus capable d'appliquer leur propre analyse à des cas qui ne rentrent pas au cadre rigide de la loi. Surtout dans les centres urbains, ceci est souvent le cas avec des aventures amoureuses des adolescents, qui sont de plus en plus souvent déposés à la police en tant que cas de viol. Normalement, ces types de demandes ne parviennent pas au tribunal, sauf si les familles sont en conflit par rapport à la relation, en particulier dans les cas de grossesses non planifiées. Les grossesses d'adolescentes sont associées à un manque de connaissances et services de santé génésique. De nombreuses filles ont des rapports sexuels changeants et le style de vie est souvent entrelacé avec des formes de sexe de nature transactionnelle. Sous la pression de la loi sur la violence sexuelle qui interdit le sexe des mineurs dans toutes ses formes, les juges ont tendance à accorder des punitions sévères pour ce genre de cas. Une décision modérée provoquerait indignation chez le public congolais et la communauté internationale et « les juges craignent de perdre leur emploi par la suite. »¹¹⁹ Par conséquent, les activistes des droits de l'homme qui surveillent les conditions de détention constatent que beaucoup d'auteurs présumés de viol et ceux déclarés coupables sont des hommes relativement jeunes et mineurs.

À Bukavu et Goma, nombreuses histoires circulent sur la façon dont les relations consensuelles ou les conflits sont présentés comme viol. Certaines histoires concernent des filles adultes (qui ont un peu plus de 18 ans) qui produisent de faux papiers d'identité pour revendiquer devant le tribunal qu'elles sont mineurs. Il y a également des témoignages des filles qui entretiennent des rapports sexuels avec des hommes plus âgés en échange des avantages comme vêtements, scolarisation ou logement. Il y a également des témoignages des filles et femmes qui apparemment séduisent délibérément des hommes avec un objectif de les accuser d'un viol par la suite. Un grand nombre d'hommes affirment avoir été arrêtés et accusés de viol après avoir eu des rapports sexuels, ou tout simplement après avoir invité une fille ou une femme pour un sucré. Il est considéré que ces filles et femmes collaborent avec la police. La plupart de ces cas ne sont pas déposés au tribunal parce que des policiers corrompus s'en servent pour extorquer de l'argent des hommes (riches) devenus cibles de ces cas montés. Deux des personnes qui ont été interrogées ont des membres de familles qui ont vécu ce type de cas.¹²⁰ Des homes qui sont soumis à ce type de pratiques n'ont pas le choix que de s'acheter leur innocence.

A Bukavu, une controverse a surgi autour de la Police d'Enfance et la Lutte contre les Violences Sexuelles (PNC-PELVS). De diverses personnes déclarent que l'unité de police est impliquée dans le montage des violences sexuelles à des fins de corruption. Selon l'histoire, la PELVS envoie délibérément des filles pour qu'elles séduisent des hommes. Après cela, une rafle est organisée dans le but de les arrêter au motif des violences sexuelles. Il faut qu'ils paient une somme d'argent considérable pour être libérés. La PELVS nie les accusations et déclare que ces rumeurs sont propagées parce

119 Entretien OING-F-4.

120 Entretien OING-F-2; Entretien ONGC-M-5.

que la population ne comprend pas le travail de la police.¹²¹ En RDC les deux versions de l'histoire ont de la plausibilité.

Encadré 2: Controverse autour de la police

Pendant environ six mois j'ai été avec un homme marié. Il avait 55 ans et moi 22. Il avait loué un petit appartement pour moi. Après un moment, j'ai appris que j'étais enceinte mais il a refusé d'accepter que c'était son enfant. J'ai paniqué. Ma mère n'a pas de travail, comment je pourrais trouver des moyens pour payer des choses dont le bébé aurait besoin quand il serait né? J'ai entendu parler à la radio que les filles reçoivent de l'assistance dans les cas où elles sont exploitées par des hommes âgés. Alors, j'ai dit à ma mère que j'allais accuser cet homme de violences sexuelles. J'espérais que la police puisse l'intimider de sorte que je reçoive l'argent comme récompense parce que je savais que cet homme était riche. Mais depuis ce jour-là, la police n'a rien fait avec mon cas. Je crois qu'il a payé à la police. J'ai perdu mon espoir et j'ai arrêté de suivre cette affaire.¹²²

Encadré 3: Papa-gâteaux

La fille d'une femme avec qui j'ai travaillé au marché, qui fait en même temps partie de ma grande famille, est une fille très compliquée. Elle a 18 ans et tout ce qu'elle fait est coucher avec des hommes différents. Sa mère a voulu qu'elle reste dans ma maison pour que je lui donne des conseils. Elle s'est bien comportée pendant un moment mais au bout d'un mois elle a commencé à sortir de nouveau avec des soldats et d'autres jeunes du quartier et est tombée enceinte. Je l'ai accompagnée à l'hôpital pour faire le dépistage du VIH et j'ai payé pour les frais. Ensuite, sa famille m'a accusé de violences sexuelles parce que je suis allée à l'hôpital sans avoir informé sa mère biologique. Après, ils ont dit que c'était mon fils qui l'a mise enceinte. Mais mon fils est comme son frère pour elle et il le nie fermement. La famille de la fille a par la suite envoyé des soldats à ma maison et ils ont arrêté mon mari au motif des violences sexuelles et ils ont demandé 4.000 dollars comme récompense. C'est seulement après que j'ai payé 22 dollars à la police que mon mari a été libéré. Le cas est encore enregistré à la police en tant qu'un cas de violence sexuelle et la famille de la fille déclare maintenant qu'elle n'a que 16 ans et revendique que ce cas soit traité de façon plus sévère par la loi. J'attends pour voir ce qui se passera maintenant. Je crains que mon fils soit emprisonné au motif de viol et que nous devions payer une large somme d'argent même s'il n'a jamais couché avec elle. Dans notre quartier, presque toutes les grossesses de jeunes filles non mariées sont plus tôt ou tard transformées en un cas de violences sexuelles. A mon avis, le viol est utilisé pour obtenir de l'argent.¹²³

Encadré 4: Montage de cas de viol

121 Entretien GOV-F-2, Entretien GOV-M-7.

122 Entretien avec un civil-F-1.

123 Entretien avec un civil-F-2.

Ces exemples, témoignages et rumeurs soulignent une tendance où la connaissance sur la loi relative aux violences sexuelles est à l'origine d'une pratique consistant à détourner la loi pour son propre intérêt, que ce soit pour régler des conflits ou criminaliser des relations consensuelles pour en tirer un avantage économique. « La sévérité de la loi est abusée; intimidations et demandes d'agent sont des pratiques répandues. Les gens savent que quelqu'un doit trembler si accusée de violence sexuelle et sera tout de suite prête à donner de l'argent. »¹²⁴ Ceci renforce la perception selon laquelle la violence sexuelle est devenue un commerce et peut mener à une situation où des cas réels de violences sexuelles ne seront plus pris au sérieux.

8.2 Appui des ONGs à la réforme et l'assistance judiciaire

Un facteur important qui influence les façons dont le système de justice aborde le problème des violences sexuelles est un appui offert par les ONGs. Au cours des dernières années, pour lutter contre l'impunité et développer les capacités du système judiciaire, la priorité est donnée à deux types d'aide. Il s'agit d'un appui de formation et d'infrastructure pour améliorer la capacité et les conditions de travail des praticiens du droit et le renforcement de la présence du système de justice dans les zones rurales. Ce dernier a été rendu opérationnel à travers l'organisation et le financement des chambres foraines.

En principe, le gouvernement congolais est responsable pour rendre des fonds disponibles afin d'assurer que les tribunaux soient construits et ne manquent pas de personnel dans les zones rurales. Puisque ceci n'a presque pas été le cas, un mécanisme intermédiaire a été introduit, selon lequel des ONGs juridiques soutiennent financièrement les chambres foraines dans les zones rurales. Grâce à ce financement, les ONGs remplissent le vide laissé par le gouvernement congolais et montrent aux communautés rurales que la justice est possible, afin de les sensibiliser et renforcer leur confiance dans le système. Il semble y avoir une préférence pour le financement des audiences publiques militaires. Ceci est lié à l'idée répandue que les tribunaux militaires sont plus efficaces, et que les violences sexuelles sont souvent comises par les agents du secteur de la sécurité.

Il y a plusieurs problèmes de procédure liés à ces audiences foraines. Elles sont fixées dans un délai de 3 à 10 jours, ce qui peut compromettre le suivi correct des démarches et conduire à des enquêtes hâtives ou à des cas suspendus jusqu'à ce qu'une audience suivante soit financée.¹²⁵ Comme stipulé dans la loi, les audiences foraines sont supposées avoir lieu au sein de la communauté où l'infraction a été commise; ce qui n'est pas toujours respecté. Une série récente (fin 2011) d'audiences foraines organisées par American Bar Association à Uvira étaient non-conforme à deux manières. Il y a un tribunal permanent à Uvira qui est en mesure de traiter des cas¹²⁶ et des cas traités au cours de cette audience provenaient de zones éloignées telles que Kalehe et Idwji. Pour plusieurs répondants, ces exemples démontrent que des audiences foraines sont, dans certains cas, organisées afin de liquider les budgets et non parce qu'il existe un véritable besoin de les organiser.

¹²⁴ Entretien avec ONGC-M-1.

¹²⁵ Entretien GOV-M-3.

¹²⁶ La seule raison pour laquelle une audience publique serait organisée légitimement à Uvira est par rapport aux cas destinés à la Cour d'Appel qui exigent que le Haut Tribunal de Bukavu vienne à Uvira. Ceci n'a pas été le cas.

Un aspect problématique de ces chambres foraines est leur biais par rapport aux cas des violences sexuelles. Bien que les audiences soient censées confronter tous les types de délits, les cas de violences sexuelles sont priorisés à cause du fait que les ONGs qui financent y mettent leur priorité. Le tribunal ne sélectionne pas les cas. À la place, des ONGs présentent des cas à des tribunaux qui ont été proposés par leurs propres avocats et parajuristes.¹²⁷ Ceci remet en cause l'indépendance du système de justice et contribue à des pratiques juridiques qui privilégient des crimes de violence sexuelle par rapport à d'autres infractions. De plus en plus fréquemment, de nombreux congolais sentent que le système de justice est réquisitionné by par les ONGs « étant le chef des magistrats ». ¹²⁸

Presque toutes les ONGs ne fournissent que des fonds pour l'assistance aux victimes de violences sexuelles mais la défense des suspects ne relève pas de leur mandat. Les suspects doivent s'appuyer sur des défenseurs pro-deo désignés par les barreaux, avec la contrainte que ces avocats ne sont jamais rémunérés par l'Etat congolais et, pour cette raison, ils manquent généralement de motivation et de compétences.¹²⁹ Comme les ONGs payent pour le transport, l'hébergement, la restauration et les indemnités journalières des membres du personnel juridique lors des audiences publiques, cela crée une certaine « dette morale » qui peut aboutir à un traitement subjectif des cas, en faveur de ce que cherche l'ONG: condamnations des cas de viol. Certaines ONGs font d'un certain nombre de convictions une partie des résultats de référence dans leur cadre logique.

De nombreuses ONGs actives dans le secteur judiciaire reconnaissent que les « chambres foraines ne sont pas un mécanisme efficace de renforcement l'accès à la justice ». ¹³⁰ Elles estiment pourtant, que les chambres foraines sont en principe un bon mécanisme où des avantages l'emportent sur les désavantages. Elles imaginent que les chambres foraines doivent être soutenues parce que le gouvernement ne les organise pas.¹³¹ Pour certains observateurs, des effets secondaires négatifs occultent les effets positifs. Par ailleurs, « intervenir dans le système de justice est nécessaire et inconvenient à la fois, même s'il parait que l'inconvenient est plus present. » ¹³² En ce moment, il n'y a pas de règles d'engagement ou de systèmes de surveillance pour les ONGs qui soutiennent les chambres foraines.

A part les audiences foraines, des ONGs appuient également le monitoring du travail des tribunaux permanents. Un des effets secondaires est que les procédures liés aux cas de violences sexuelles (telles que des formes de liberté provisoire) sont devenues plus couteuses que pour d'autres infractions criminelles. « Quelqu'un accusé de meurtre peut obtenir une liberté provisoire en payant 50 dollars mais dans le cas des violences sexuelles la somme peut s'élever à 300 dollars. » ¹³³ Il y a de nombreux témoignages des ONGs qui mettent la pression sur le système judiciaire pour que celui-ci ne permette pas la liberté provisoire en cas de violence sexuelle même si le cadre juridique congolaise autorise la liberté provisoire dans des circonstances particulières – aussi pour les violences sexuelles.

127 Entretien OING-F-4.

128 Entretien ONGC-F-4.

129 Entretien ONGC-M-1.

130 Entretien OING-F-5.

131 Entretien CNGO-M-1.

132 Entretien OING-F-5.

133 Entretien ONGC-M-1.

8.3 Cas de violences sexuelles analysés

Dans le cadre de cette recherche, une analyse de 40 cas de violences sexuelles a été menée. Nos résultats doivent être lus avec prudence, car nous avons dû compter sur les informations présents dans les dossiers, qui ont été complétés (là où possible) avec des entretiens (19 au total avec les juges, greffiers, présidents de tribunaux, procureurs et avocats). Les problèmes que nous avons rencontrés avec les dossiers confirment certains des problèmes mentionnés dans les paragraphes précédents. Tous les dossiers concernent des cas portés devant les tribunaux. Nous ne pouvons donc rien dire sur la fréquence et le nombre de cas qui ne vont pas au-delà du niveau de la police (par la corruption ou parce que l'affaire n'était pas admissible aux fins de poursuites). Dans presque 80% des cas étudiés, des preuves importantes ont manqué dans le dossier. Les dossiers manquent l'information sur l'exécution des jugements et par conséquent cela n'a pas été inclus dans notre analyse. Compte tenu du soutien apporté par les ONGs dont nous avons été informées, nous avons voulu inclure les cas qui avaient été soutenus par des ONGs. Cependant, les dossiers de ce type de cas étaient absents dans les registres du greffier de la cour. Ceci signifie que, probablement, les ONGs ont retiré ce type de dossiers et ne l'ont jamais retourné. Les seules exceptions étaient les cas militaires issues des chambres foraines qui sont susceptibles d'avoir été financés par les ONGs bien que les dossiers ne le spécifient pas. Ce qui est à mentionner est que, une fois le greffier du tribunal a découvert que nous étions intéressés par les cas de violences sexuelles, elle a demandé de l'argent pour la consultation des dossiers, même si la consultation est censée être gratuitement accessible pour les avocats. Comme elle a constaté « vous êtes probablement financés par les ONGs pour mener cette recherche, alors vous devez payer ». ¹³⁴ Le manque de détails dans le dossier, et l'impossibilité de mener un entretien avec toutes les parties impliquées, il est impossible de tirer des conclusions par rapport à la véracité des cas et si les suspects ont été en effet coupables de crimes ou pas.

Le Tableau en dessous représente certains chiffres tirés de l'analyse des cas. Par la suite, une description plus détaillée de ce qui est présenté dans le tableau sera fournie, en ce qui concerne les infractions et les parties impliquées, les procédures de suivi et les conclusions des cas.

Observations liées aux infractions et aux parties impliquées

- *Type de violences sexuelles*
Tous les cas (N=40) concernent les accusations de viol. Dans deux cas, le suspect a été également poursuivi pour une accusation supplémentaire: une fois pour harcèlement sexuel et une fois pour attentat à la pudeur. Dans deux tiers des cas, le suspect était considéré inconnu à la victime, d'autres cas ont concerné les membres de famille, voisins ou relations de travail.
- *Grossesse relative au viol*
25% des cas ont abouti à une grossesse.

¹³⁴ Observation directe par des chercheurs congolais.

# cas													
Jurisdictions													
	Victimes mineurs	Relation de travail	Relation de famille	Relation de voisinage	Suspect inconnu à la victime	Grossesse	Accusation de viol	Attentat à la pudeur/harcèlement sexuel	Preuve cruciale absente	Délai légal respecté	Traité au cours d'une audience foraine hearing	Condamnation	Acquittement
TGI (BKV)- 1er (10 cas)	7	2	1	3	4	1	10	1	9	0	0	3	7
TGI (KVM) – 1er (5 cas)	4	1	1	0	3	0	5	0	5	0	0	1	4
CA – 2ème (5 cas)	5	0	2	1	2	2	5	0	2	3	0	4	1
TMG – 1er (5 cas)	5	0	0	1	4	2	5	0	4	0	5	5	0
CM – 2ème (5 cas)	2	0	0	0	5	0	5	0	3	0	5	5	0
PGI (BKV) - pré (10 cas)	6	1	1	0	8	5	10	1	8	n/a	n/a	n/a	n/a
% au total (40 cas)	72	10	13	13	65	25	100	5	78	10	33	60	40

Tableau 5: Aperçu général des cas ^{135, 136, 137}

- *Age de la partie civile et de l'accusé*

Dans 72% des cas, la partie civile est mineure dont la moitié se retrouve dans le groupe d'âge jusqu' à 14 ans, et l'autre moitié dans le groupe d'âge 14-18. Un groupe important de jeunes filles met en lumière des problèmes relatifs à la maltraitance des enfants, un problème qui reçoit peu d'attention dans les publications sur les violences sexuelles. En ce qui concerne les auteurs présumés de viol, l'analyse montre une représentation relativement importante de jeunes adultes. Plus de la moitié se retrouvent dans la catégorie d'âge jusqu'à 25 ans.

- *Status des suspects*

Aucun des cas étudiés a inclu un suspect doté d'un certain degré de richesse ou status. Ils ont tous été des hommes originaires de la classe inférieure. Dans les procès militaires, la plupart des suspects sont de simples soldats sans statut de commandement. Sur dix cas étudiés, sept se réfèrent à des caporaux et des sergents (les deux rangs les plus bas possibles dans l'armée congolaise). Ceci confirme une critique récurrente que la répression judiciaire de violences sexuelles ne se concentre

¹³⁵ Explication des abréviations: TGI-BKV/KVM (Tribunal de Grande Instance, la Cour Civile respectivement à Bukavu et Kavumu), CA (Cour d'Appel), TMG (Tribunal Militaire de Grande Instance), CM (Cour Militaire), PGI (Parquet de Grande Instance).

¹³⁶ Concernes les dossiers classifiés sans suite, donc aucun jugement conclusif n'a jamais été fait.

¹³⁷ Le pourcentage dans les cases grises est calculé à la base des 30 cas parce que ces indicateurs se réfèrent à la poursuite, d'où l'exclusion des 10 cas du PGI qui n'ont pas été poursuivis.

pas sur des personnages militaires de rang.¹³⁸

Le nombre élevé des grossesses parmi les cas, ensemble avec la jeunesse des victimes et des auteurs de viol semble confirmer un modèle émergent des entretiens, notamment que plusieurs cas de viol en RDC aujourd'hui se réfèrent souvent aux disputes non résolus sur les relations consensuelles.

Observations liées avec la suite des démarches

- *Délai légal*: Le délai légal pour le traitement des cas de violences sexuelles (au maximum trois mois depuis l'instruction au jugement) a été respecté dans trois sur 30 cas. Ces trois cas ont tous été traités dans la Cour d'Appel (devant un tribunal civil). Tous les autres cas ont dépassé le délai légal, avec une démarche durant en moyenne 6 mois et demi, alors que la démarche la plus longue a duré 13 mois. Devant le tribunal de Kavumu, les procédures des cas du premier degré (en moyenne 10 mois) ont duré beaucoup plus de temps que les cas du premier degré situés à Bukavu devant les tribunaux civils et militaires. Cela dit, les cas de violences sexuelles sont généralement traités et conclus plus rapidement que d'autres infractions, qui peuvent durer des années.
- *Chambres foraines*: Aucun cas civil, mais tous les cas militaires (N=10, 1er et 2nd degré) ont été traités lors des audiences foraines. Bien que cela ne soit pas mentionné dans les dossiers, ces chambres foraines sont susceptibles d'avoir été soutenues par les ONGs, en particulier parce qu'elles donnent la priorité au financement des tribunaux militaires publics sur les juridictions civiles.¹³⁹
- *Preuve présente dans les dossiers*: Les pièces de preuve les plus importantes qui sont censées être présentes dans le dossier sur les violences sexuelles sont les suivantes: certificat de naissance, attestation médicale faisant preuve d'un viol, inscription scolaire, historique médical, cartes d'identité, ou des objets qui ont été recueillis sur les lieux du crime. Cependant, pour plus des trois quarts des cas étudiés, la preuve convaincante a manqué.
 - Dans 23 des cas, le dossier a seulement été composé des notes procédurales (telles que des rapports de police); ceci a également été le cas dans 8 des 19 cas qui ont mené à la condamnation.
 - Aucune des 19 condamnations n'a contenu le rapport médical exigé par la loi comme une preuve.
 - Dans un cas seulement, le dossier a mentionné la présence d'une preuve physique (sous-vêtements de la victime).

¹³⁸ Human Rights Watch (2009, p.47).

¹³⁹ Un commentaire supplémentaire doit être fait ici que l'expert juridique travaillant sur l'analyse des cas a été conscient des cas spécifiques qui ont été traités par les chambres foraines soutenues par les ONG. Chaque fois qu'il voulait retirer ces dossiers du greffier de la cour, ils avaient complètement disparus. Il arrive souvent que les ONG gardent les dossiers dans leur propre administration, entravant un enregistrement de suivi propre des décisions des tribunaux.

Observations liées aux conclusions des cas

- *Raisons de la suspension:* Dix des 40 cas n'ont pas été suivis au-delà du Parquet de Grande Instance. Dans cinq cas, cela a été causé par l'impossibilité de trouver le suspect. Dans 5 autres cas, ceci a été lié à l'insuffisance de charge, qui signifie que le parquet a constaté qu'il n'y a pas eu suffisamment de raisons pour porter l'affaire à la justice, soit à cause de la nature très faible de la preuve ou à cause du retrait ou de la disparition de la partie civile. Il faut cependant noter que les raisons de la suspension non enregistrées peuvent inclure la corruption ou le manque de capacités de la police pour mener une enquête approfondie.
- *Conclusion des cas:* Parmi les cas qui ont été traité par les cours et tribunaux (N=30) 63% des cas ont abouti à la condamnation (19) et 37% (11) à l'acquittement du suspect. Une des condamnations incluses dans l'analyse a été absous à la Cour d'Appel. Il est à noter que tous les cas militaires étudiés (N=10) ont abouti à la condamnation, renforçant la perception que le système militaire judiciaire agit sévèrement par rapport au viol.
- *Raisons de libération:* Parmi 11 cas où le suspect a été acquitté, les arguments des juges à l'appui de cette conclusion ont été relativement bien développés. Les motivations enregistrées, souvent en combinaison, étaient: l'absence de preuve médicale (cité quatre fois), l'absence de témoins (deux fois), l'absence globale de la preuve (quatre fois), le refus constant par le suspect (trois fois), le doute ou la disparition de la partie civile (une fois), la contradiction par rapport à l'âge de la partie civile (une fois) et la présence du consentement (une fois).
- *Raisons de condamnation:* Dans quatre sur 19 condamnations le fait que la minorité de la victime a été prouvée était un motif suffisant pour justifier la condamnation. Bien qu'aucun des cas n'ait contenu une attestation médicale dans le dossier, trois cas ont utilisé « une preuve médicale » comme un argument de condamnation. Dans un cas, le fait que la femme a donné naissance à un enfant a été mis en avant comme preuve de viol. Dans un autre cas, le juge a conclu que les déclarations des parties n'étaient ni claires ni convaincantes et donc s'est appuyé uniquement sur le rapport de police pour condamner. Dans un autre cas, le juge a fondé la conviction uniquement sur la déclaration de la victime étant « plausible ». Enfin, dans trois cas, le suspect avait soit changé son histoire ou a fermement nié sa culpabilité, ce qui a été perçu comme un signe de « méchanceté » et donc conduisait à la conclusion de la culpabilité. Pour dix condamnations, il a été constaté que le suspect avait avoué, même si les conditions dans lesquelles la confession a été obtenue ne sont pas claires.
- *Peine de prison:* Pour les 19 condamnations les peines de prison étaient comme suit: cinq cas ont obtenu des sanctions inférieures à 5 ans dont la plus basse était de six mois (qui sont tous, en vue de l'interprétation stricte de la loi, des sanctions illégitimes), neuf cas ont reçu entre cinq et dix ans, et cinq cas la peine maximale de 20 ans. Les jugements militaires comprennent les peines les plus sévères (quatre sur cinq cas ont obtenu 20 ans) ainsi que les moins graves (quatre sur cinq « sanctions

illégalles » inférieures à cinq ans proviennent du tribunal militaire). Compte tenu du fait qu'aucun des cas militaires n'a été acquitté, ce dernier peut indiquer les cas où le juge n'était en effet pas encore convaincu mais il a néanmoins attribué donné une peine « légère » pour ne pas risqué l'acquittement.

- *Amendes et indemnisations:* Sur les 19 cas, 15 ont été condamnés à des peines allant de 100 à 800 dollars (220 dollars en moyenne) et des paiements de indemnisations allant de 200 à 8,000 dollars (2,030 dollars en moyenne). Trois des dix condamnations militaires ont également inclus l'expulsion de l'armée congolaise à titre de pénalité. Aucun des dossiers ne contenait des documents prouvant le paiement effectif de l'indemnisation. La promulgation de la compensation nécessite une procédure civile pour laquelle la victime est tenue de payer 6% de la somme allouée à l'avance. Cela est souvent impossible de faire pour les victimes, en particulier les plus pauvres.
- *Résultats de la Cour d'Appel:* Sur les cas qui ont été traités dans la Cour d'Appel (civil et militaire) (N=10), une condamnation civile a été annulée. En ce qui concerne les cas militaires du second degré, la juridiction supérieure a confirmé les peines de prison mais dans tous les cas (N=5) avait haussé les sanctions financières prononcées dans un tribunal inférieur. Aucun des cas d'appel n'a impliqué une recherche complémentaire.

Sur la base des informations contenues dans les dossiers, ainsi que leur expertise professionnelle, les analystes juridiques impliqués dans cette étude ont fait un jugement de valeur par rapport à la qualité des conclusions de cas. Ils ont fondé leur évaluation sur des éléments de preuve présentés ensemble avec la motivation du juge. Ils ont conclu que la moitié des condamnations n'ont pas le soutien juridique nécessaire et représentent en fait une violation des droits juridiques de l'accusé.

Il est à noter de nos études il émerge que les cas qui aboutissent à la libération sont beaucoup mieux argumentés par les juges que les cas qui aboutissent à la condamnation. Certains répondants ont confirmé que ceci est lié au fait que les juges sentent la nécessité de défendre pourquoi dans certains cas, ils libèrent le suspect. « Si un auteur présumé de violences sexuelles est acquitté par le tribunal, les médias se réfèrent avec répugnance et incompréhension à de tels cas, influençant l'opinion publique à croire que tous les auteurs présumés devraient être condamnés à tout prix. » ¹⁴⁰

8.4 *Négligeant les principes juridiques*

La loi sur les violences sexuelles et les réformes du système de justice ont abouti à une attention croissante par rapport aux cas de violences sexuelles. Une telle situation représente un potentiel pour arrêter l'impunité autour des violences sexuelles. Elle aborde les défauts majeurs dans le fonctionnement du système de justice qui empêche la poursuite des auteurs et rend difficile à des victimes de trouver la justice.

¹⁴⁰ Entretien ONU-M-4.

Ce chapitre s'est essentiellement concentré sur les conséquences involontaires de la sensibilisation autour de la loi et des pratiques judiciaires qui ont émergés. Les résultats de nos entretiens et des cas que nous avons étudiés s'ajoutent à la conclusion que le moteur pour mettre fin à l'impunité, déclenché par des histoires atroces des viols relatifs à la guerre, et le soutien concomitant des ONGs aux cas de violences sexuelles, mène à une situation où les suspects sont susceptibles d'être condamnés, indépendamment de la preuve présentée pour soutenir le cas. Le principe juridique selon lequel les suspects « sont innocents jusqu'à preuve du contraire » vaut, par conséquent, très peu au Congo et ceci est encore plus le cas avec la justice militaire. En conséquence, on ne devrait pas exclure la possibilité qu'il existe actuellement de nombreuses personnes, même innocentes, étant condamnées pour le viol, même si la faiblesse des démarches, de la preuve et l'argumentation auraient dû mener à la libération. Ce qui contribue à cette probabilité est le fait que les cas judiciaires sont biaisés car les suspects sont rarement représentés devant le tribunal (personne ne leur fournit d'avocats et le système de défenseurs publics est très faible).

Nos entrevues soulignent que la prise de conscience de la loi et les pratiques actuelles de la condamnation ont abouti à une augmentation des cas où les jeunes amoureux sont condamnés, accusés par des femmes ou leurs proches pour résoudre les questions de gardiennage en cas de grossesse résultant de relations consensuelles. L'analyse des cas contient certains indicateurs qui semblent affirmer cette tendance, c'est à dire le niveau élevé des mineurs et le niveau élevé de grossesses chez les dites-victimes. Les condamnations que des ONGs signalent à leurs bailleurs de fonds peuvent donc être d'une nature différente des viols liés à la guerre que les bailleurs de fonds avaient en tête. Les ONGs qui soutiennent les cas juridiques ou des audiences foraines peuvent par inadvertance entraîner un traitement subjectif des cas, le manque de respect pour les droits du suspect et même influencer le résultat des poursuites. Cette évolution de la pratique n'améliore pas la qualité de la justice, mais la modifie en passant de l'impunité des suspects à un biais contre les suspects.

9

Conclusion

Cette recherche a été lancée pour répondre à des critiques croissants sur les programmes de lutte contre les violences sexuelles parmi les membres du personnel des institutions impliquées et les acteurs congolais en général. Le rapport porte sur les conséquences non-désirables de réponses aux violences sexuelles. Ces conséquences risquent de miner les progrès dans la lutte contre les violences sexuelles, y compris les efforts pour mettre fin à l'impunité, pour sensibiliser sur la problématique et les services offerts aux femmes violées en RDC. La recommandation principale de ce rapport est que ces conséquences imprévues doivent être discutées et confrontées, afin de conserver l'impact positif de programmes de lutte contre les violences sexuelles et pour empêcher que les efforts se tournent contre les femmes pour lesquelles la réponse a été destinée en premier lieu: les victimes de viol.

Sur 58 entretiens que nous avons menés, 40 cas juridiques que nous avons étudié et les documents que nous avons consultés, les conclusions suivantes émergent.

- *Interprétation des violences sexuelles*
Les violences sexuelles au Congo sont essentiellement perçues et interprétées par les médias internationaux comme viol et, en plus, comme un viol extrêmement cruel relatif au conflit. Nombreuses organisations partout au monde trouvent dans ce discours la motivation pour aborder le problème des violences sexuelles en RDC. Elles ne parviennent pas à reconnaître que les violences sexuelles relatives à la guerre touchent également les hommes et que les victimes masculines reçoivent rarement l'assistance.
- *Causes socio-culturelles des violences sexuelles*
L'interprétation des violences sexuelles seulement comme effet de guerre ne parvient pas à reconnaître qu'aujourd'hui les violences sexuelles surviennent essentiellement parmi les civils et devraient être, en partie, comprises en analysant le contexte socio-culturel, les idéologies liés au genre (masculinité et féminité) et la position des femmes dans la domaine économique, social et politique.
- *Violences sexuelles et conflit*
Il est important de reconnaître que les violences sexuelles font partie de la « normalité » de la société et surviennent aussi en dehors de la dynamique du conflit. Ceci étant dit, on nie pas le fait que la dynamique du conflit joue un rôle en effet. Les zones de conflit subsistent et des auteurs de violences sexuelles en temps de paix peuvent être eux-mêmes traumatisés par les expériences de guerre. Il est important à noter que les atrocités qui ont déclenché la réponse aux violences sexuelles et aux crimes sexuels

commis par les combattants internationaux, ne relèvent pas du champ d'application de la législation actuelle et ne sont pas poursuivies. Des structures et pratiques politiques et militaires qui sont l'héritage de la guerre continuent à être considérées l'une des causes des violences sexuelles.

- *Gouvernance et le système judiciaire*

L'impunité des violences sexuelles associées avec les imperfections du système judiciaire et la corruption par rapport aux arrestations et aux poursuites, a mené à de nombreuses initiatives de présenter des suspects de viol devant les tribunaux. Cependant, les mécanismes de réponse sont toujours gouvernés par les mêmes imperfections et pratiques qui caractérisent le système de justice congolais. En conséquence, la justice est difficile à rendre et peut mener à de nouveaux biais vers la condamnation des suspects des violences sexuelles qui sont eux-mêmes vulnérables en termes d'âge, position socio-économique et, pour les cas militaires, les rangs les plus bas. Les 19 condamnations sur 40 cas qui ont été revus, ont manqué de preuve cruciale. Aucun dossier ne contenait la preuve d'examen médical. Nos experts juridiques considèrent 50% des condamnations comme condamnations injustifiées.

- *L'emploi des statistiques*

Il y a de nombreux problèmes liés à la collecte et l'analyse de données. Alors que le tabou relatif aux violences sexuelles a été considéré tellement strict qu'il conduirait à la sous-notification des cas, nous trouvons également le contraire dans les pratiques actuelles. Parmi les facteurs contribuant aux statistiques gonflées sont: une exagération volontaire pour la mobilisation de fonds, une doublure dans les cas enregistrés par manque de transparence, un traitement médical de non-victimes en besoin de soins, et la présence des fausses victimes. Les données ne sont souvent pas spécifiques par rapport aux types de violences sexuelles signalées, aux détails sur les endroits de recueil des données et la période dans lesquels les infractions ont eu lieu. En outre, la plupart des acteurs internationaux se reposent sur un nombre limité de sources congolaises. L'utilisation par les médias des données extrapolées et réduites en gros titres renforce la notion stéréotypée du viol comme crime de guerre. La représentation ultérieure de la RDC en tant que « capitale du viol du monde » risque de réduire l'appui à la lutte contre les violences sexuelles de la part des citoyens.

- *Acteurs et budgets*

Les gros budgets disponibles pour la lutte contre les violences sexuelles ont conduit à une multiplication des organisations sur le terrain, qui ne sont pas suffisamment coordonnées ou surveillées par rapport à leurs capacités. En conséquence, des initiatives sincères et professionnelles existent à côté de celles qui agissent comme des « croqueuses de diamants » et utilisent la souffrance humaine pour obtenir des fonds. Des budgets internationaux dominent complètement les ressources consacrées à la lutte contre les violences sexuelles par le gouvernement de la RDC, contribuant ainsi à développer une perception que la violence sexuelle est un problème imposé et géré par les acteurs internationaux.

- *Budgets et approches*

L'analyse des budgets consacrés aux violences sexuelles révèle que ceux-ci sont principalement orientés vers l'assistance curative aux victimes. Beaucoup moins d'attention est accordée aux mesures visant à résoudre la problématique, en particulier en s'attaquant aux aspects liés au genre et les pratiques culturelles au niveau communautaire, en renforçant la position et en favorisant le leadership des femmes, et en s'attaquant aux problèmes persistants dans le domaine de la sécurité, la consolidation de la paix et la justice. Les budgets disponibles pour la lutte contre les violences sexuelles dans le cadre des MDTF sont relativement élevés par rapport aux, par exemple, budgets dédiés à des questions de santé générale (juste 30% plus élevés que l'assistance aux victimes de violences sexuelles), la réforme du secteur de sécurité et d'éducation (chacun constitue la moitié de la valeur des budgets disponibles pour les violences sexuelles).

- *Le type d'assistance*

La plupart des projets prétendent adopter une approche holistique à l'assistance, en cherchant à combiner l'assistance médicale, psycho-sociale, économique et juridique aux victimes. Toutefois, les programmes affichent un « style humanitaire » à courte durée et l'accent est mis sur l'assistance aux victimes. Cela est considéré comme un facteur d'empêchement à des interventions préventives, socio-culturels et communautaires. Le ciblage des programmes sur les victimes de violences sexuelles est particulièrement problématique au niveau des soins médicaux où en pratique les programmes des violences sexuelles compensent le manque de services de santé génésique. Les deux hôpitaux les plus réputés pour le traitement des fistules signalent respectivement que seulement 3% (Heal Africa), et un seul sur 350 cas de l'année dernière (Panzi hôpital) auraient été le résultat d'un viol, tandis que d'autres ont été la conséquence de l'accouchement mais sont traités sous les fonds pour les victimes.

- *Programmes de sensibilisation*

Ces efforts ont réussi à créer des connaissances sur les violences sexuelles, soulignant les messages que les violences sexuelles ne seront pas tolérées et seront punies, ainsi que la diffusion de la notion que les victimes ne sont jamais à blâmer. Mais ces messages sont à maintes reprises difficiles à comprendre dans un contexte où la plupart des formes de violences sexuelles reconnues par la loi de 2006 font encore partie des pratiques coutumières. La sensibilisation ne parvient pas à pas aborder les relations de genre prédominantes dans le contexte jusqu'au point que ces pratiques soient criminalisées. Ceci conduit également à des cas où les litiges résultant de relations consensuelles mènent à des accusations de violences sexuelles montés de toute pièce.

- *Identification des bénéficiaires*

L'accent mis sur les chiffres dans la gestion de projets a créé une situation dans laquelle les bénéficiaires sont « appropriés » par les organisations et ceci conduit parfois à la « marchandisation » des victimes qui sont utilisées pour justifier les activités et les dépenses. L'identification des bénéficiaires privilégie généralement certaines zones (accessibles) qui deviennent « centres d'assistance », au détriment

des autres zones où les violences sexuelles sont concentrées. Le ciblage des services pour les victimes de violences sexuelles, mène à la réservation des services aux victimes de violences sexuelles, tandis que d'autres services ne sont à peine disponibles. Les agences internationales soutiennent que leurs programmes sont protégés contre les « abus » parce que la stigmatisation relative au viol empêcherait les femmes de présenter des faux cas. Aucun des répondants congolais ne soutient ce point de vue. Ils soutiennent que les femmes dans le besoin urgent d'assistance médicale ou socio-économique feront semblant d'être victime de violence sexuelle. La réservation des services aux victimes de violences sexuelles et la présomption que celles qui démandent l'aide sont tous victimes de violences sexuelles brouille l'analyse d'autres tendances et problèmes existants. Il n'y a pas d'attention accordée à la prévention des fistules liées à l'accouchement et peu d'attention pour aborder des problèmes résultant de grossesses chez les adolescentes.

- *Soutien juridique par les ONG et le traitement juridique des cas de violences sexuelles.*
Le soutien des ONGs au secteur de la justice se fait à travers la formation, contributions à l'amélioration des conditions de travail, l'accompagnement des cas de viol et le soutien financier pour l'organisation d'audiences foraines. Alors que la culture de l'impunité subit un véritable changement, l'appui a abouti à un système biaisé vers la production de condamnations pour viol, tandis que les droits des suspects sont sévèrement violés. Les acteurs judiciaires se sentent poussés par la politique de tolérance zéro du gouvernement, le plaidoyer des ONGs, et l'opinion publique pour condamner les suspects. En conséquence, ils négligent des preuves réelles pour soutenir les cas et deviennent biaisés et subjectifs dans leurs décisions. Cela est d'autant plus le cas quand les ONGs payent pour les chambres foraines et sélectionnent les cas à traiter.

Ces conclusions sont fondées sur la recherche concentrée dans le Nord et le Sud-Kivu où la plupart du financement des violences sexuelles est mise à disposition. Ils ne s'appliquent pas à d'autres provinces de la RDC. La recherche porte sur la globalité d'interventions, et se penche sur les perceptions et les réponses de la société à ces interventions. La justification des tendances que nous observons et la reconnaissance de la diversité dans les objectifs et la qualité des programmes individuels, exigent des recherches supplémentaires au niveau programmatique. La recherche a été limitée au Congo et ne peut donc pas être comprise comme valable ou transposable à d'autres pays. Des recherches supplémentaires seraient nécessaires dans d'autres pays où (liée à la guerre) les violences sexuelles (liées à la guerre) ont provoqué des réactions internationales, comme en Ouganda du Nord.

Les différents processus que nous avons observés sont fortement liés les uns avec les autres et ont mis en branle une spirale négative dans laquelle les violences sexuelles suscitent des réactions susceptibles aux abus ou usage impropre par les organisations et par les victimes ainsi que les non-victimes de violences sexuelles. Ceci, à son tour, mène à des chiffres gonflés qui s'ajoutent à des les statistiques qui évoque des réponses. Cette spirale négative mène à la commercialisation croissante de la violence sexuelle où celle-ci est considérée comme un fond de commerce pour les agences et les particuliers. Les conséquences sont graves. L'appui des congolaise à la lutte contre les violences sexuelles est remise en cause.

Par ailleurs, une telle situation détourne l'attention de relations basées sur le genre qui sont enracinées au niveau socio-culturel et souvent cause de violences sexuelles. Ceci abouti à un cynisme croissant envers le problème jusqu'à un point où des véritables victimes de violences sexuelles ne sont plus entendues. Cet état des choses conduit à des énoncés de problèmes, des politiques et programmes biaisés qui ne parviennent pas à faire face au caractère diversifié de violence sexuelle, le manque d'un système de soins de santé génésique, la prévention des grossesses chez les adolescentes et maltraitance des enfants, le dysfonctionnement de la justice et l'extrême pauvreté qui sont des éléments sous-jacentes derrière les demandes d'aide. Pour mettre fin à cette spirale négative et pour être à la hauteur des intentions des réactions à la violence sexuelle, la prévention de l'impunité, aider les victimes et réduire la violence sexuelle, le système de réponse doit être évalué et réformé.

Cela conduit à des recommandations suivantes aux acteurs congolais et internationaux concernés par la problématique de violences sexuelles:

- Il est nécessaire d'abandonner le discours prédominant « viol comme résultat du conflit ». Au contraire, il vaut plutôt faire des efforts pour comprendre les violences sexuelles dans son contexte en accordant une attention particulière aux dimensions socio-culturelles liés au genre.
- Comme la plupart d'aide est centrée sur les conséquences pour les victimes, les programmes d'aide doivent être plus fortement ancrés dans les approches de développement à long terme afin de faire face aux causes profondes (tout en continuant à répondre aux besoins humanitaires restants). Ceci implique la confrontation à la question du genre, le renforcement de la position de la femme, la promotion du leadership de la femme, un respect croissant pour les droits de l'homme, l'intensification de la sécurité, de la justice et des mesures de réforme ainsi que la quête des réponses communautaires aux violences sexuelles.
- Afin de faire face au problème des fausses victimes et ses conséquences négatives, il est important de reconnaître les facteurs sous-jacents de la pauvreté et du manque de soins de santé de base. Le mandat des soins médicaux devrait être élargi pour incorporer la santé génésique, surtout pour la prévention et traitement des fistules dues à l'accouchement chez les femmes. Les interventions socio-économiques devraient être centrées sur la communauté et devraient prendre en considération des leçons tirées des programmes pour les anciens combattants.
- Des interventions au sein du secteur de la justice doivent assurer le fonctionnement indépendant des acteurs juridiques congolais et devraient garantir les procédures justes et équitables pour toutes les parties impliquées. Favoriser les condamnations pour les violences sexuelles, surtout par le biais des procédures « vite fait » dans les chambres foraines financées, conduit à des biais graves dans le système de justice et à la violation des droits des suspects.
- La coordination des programmes dédiés à la lutte contre les violences sexuelles doit être améliorée et faire une partie intégrante de la planification globale du

développement. Des services parallèles de santé et des services juridiques ciblant les victimes de violences sexuelles devraient être évités. La communication et la coordination entre les acteurs internationaux, le gouvernement congolais et la société civile doivent être améliorées. L'engagement politique et financier du gouvernement congolais à reformer des mesures nécessaires pour la lutte contre les violences sexuelles doivent être concrétisés.

Annexe 1: Bibliographie

Littérature référencée

- Autesserre, S. (2012). *Dangerous Tales: Dominant Narratives on the Congo and their Unintended Consequences*, African Affairs, 00/00 1-21 DOI 10.1093/afraf/adro80
- Baaz, M.E. en Stern, M. (2009). Why do soldiers rape? Masculinity, violence, and sexuality in the armed forces in the Congo (DRC). In: *International studies quarterly* 53 (2): 495-518
- Bartels, S.A., Scott, J.A., Mukwege, D., Lipton, R.I., Van Rooyen, M.J and J. Leaning (2010). Patterns of sexual violence in Eastern Democratic Republic of Congo: Reports from survivors presenting to Panzi Hospital in 2006. In: *Conflict and Health* 4 (9): 1-10
- Bastick, M., Grimm, K. and Kunz, R. (2007). Sexual violence in armed conflict: Global overview and implications for the security sector. Geneva: Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces. In: Bouta, T.; Frerks, G. and Bannon, I. (2005). *Gender, conflict and development*. Washington: World Bank
- Brusset, E., Bak, M., Collin, C., Hansen, A., Douma, N., Elakano, J., Otto, R., Ngalingbaya, S., Ngendakuriyo, A., Valensart, L., Vlassenroot, K. and Voyadzis, C. (2010). *AmaniLabda: Evaluation conjointe de prévention des conflits et construction de la paix et République Démocratique du Congo*. Brussels: Channel Research
- Custers, Raf (2009). *Het STAREC plan van de Congolese regering: Een voorlopige analyse*. IPIS
- DRC government (2009). *Programme de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des conflits armés*. Kinshasa: DRC government
- DRC government (2006). *La loi sur les violences sexuelles*. Kinshasa: DRC government
- European Commission and the DRC government (2008). Rapport annuel conjoint, RDC 2008, available at http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/jaro8_cd_fr.pdf
- Harvard Humanitarian Initiative (2009). *Characterizing sexual violence in the Democratic Republic of the Congo: Profiles of violence, community responses, and implications for the protection of women*. Report for the Open Society Institute. Cambridge: Harvard University
- Human Rights Watch (2009). *Soldiers who rape, commanders who condone: sexual violence and military reform in the Democratic Republic of Congo*. New York: Human Rights Watch
- International Alert, Réseau des Femmes pour un développement associatif (RFDA) et Réseau des femmes pour la défense des droits et la paix (RFDP) (2005). *Le Corps des femmes comme champ de bataille durant la guerre en République Démocratique du Congo, violences*. London : International Alert
- Kelly, J. (2010) Rape in war: Motives of militia in DRC. In: *Special Report* 243. Washington: United Nations Institute of Peace
- Ministry of Budget (2011). *Dépenses par administration et chapitre: Exécution au 31 octobre 2011, Kinshasa*. Available at www.ministeredubudget.cd
- Muchukiwa, B. (2010). *Synthèse de la recherche sur les fondements, causes culturelles des violences sexuelles et l'évaluation de la capacité communautaire à prévenir et à répondre*. Bukavu: Centre Médico-Psychosociale (CAMPS)
- Peterman, A., Palermo, T. and C. Bredenkamp (2011). Estimates and determinants of sexual violence against women in the Democratic Republic of Congo. In: *American Journal of Public Health* 101 (6): 1060-1067
- Pratt, M. and L. Werchick (2004). *Sexual terrorism: Rape as a weapon of war in Eastern*

- Democratic Republic of Congo, an assessment of programmatic responses to sexual violence in North Kivu, South Kivu, Maniema and Orientale Provinces.* USAID/DCHA Assessment Report, Kinshasa: USAID
- Rodriguez, C. (2007). Sexual violence in South Kivu, Congo. In: *Forced Migration Review*. Oxford: Oxford University
- Sivakumaran, S (2007). Sexual violence against men in armed conflict. In: *The European Journal of International Law* 18 (2): 253-276
- Smits, R. and S. Cruz (2011). Increasing security in DR Congo: Gender-responsive strategies for combating sexual violence. In: *CRU Policy Brief* 17. The Hague: Clingendael Conflict Research Unit
- Watts, C. and C. Zimmerman (2002). Violence against women: Global scope and magnitude. In: *The Lancet* 359: 1232-1237
- White, J.W. and L.A. Post (2003). Understanding rape: A metatheoretical framework. In: Brown-Travis, C., *Evolution, Gender and Rape*. Massachusetts: Massachusetts Institute of Technology
- Zwaan, N. de, and G. Frerks (2011). *Gender practices and policies in fragile settings: the case of Eastern Congo*. Gender and Conflict Working Group of the Peace, Security and Development Network, The Hague: Ministry of Foreign Affairs

Littérature consultée

- Amnesty International report (2004). *Lives blown apart, crimes against women in times of conflict: stop violence against women*. London: Amnesty International
- Amnesty International report (2008). *Democratic Republic of Congo: North Kivu, no end to the war against women and children*. London: Amnesty International
- Campbell, R. and Wasco, S.M. (2005). Understanding rape and sexual assault: 20 years of progress and future directions. In: *Journal of Interpersonal violence* 20 (1): 127-131
- Ertürk, Yakin (2008). *Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural, including the right to development*. Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences - mission to the Democratic Republic of Congo. UN Human Rights Council, seventh session, A/HRC/7/6/Add.4
- Hanlon, H. (2008). Implications for health care practices and improved policies for victims of sexual violence in the Democratic Republic of Congo. In: *Journal of International Women's Studies* 10 (2): 64-72
- Human Rights Watch (2005). *Seeking Justice: The prosecution of sexual violence in the Congo war*. New York: Human Rights Watch
- Human Rights Watch (2009). *You will be punished: Attacks on civilians in eastern Congo*. New York: Human Rights Watch
- International Conference on the Great Lakes Region (2008). *La déclaration de Goma sur l'élimination de la violence sexuelle et la lutte contre l'impunité dans la Région des Grands Lacs*. Conferencedeclaration, Goma 18 June 2008
- Jackson, Lisa (2008). *The Greatest Silence: Rape in Congo*. Documentary production. New York: Jackson Films Inc.
- Mukwege, D.M., Mohammed-Ahmed, O. and Fitchett, J.R. (2010). Rape as strategy of war in the Democratic Republic of the Congo. In: *International Health* 2: 163-164

- Reijbroeck, D. van (2010). *Congo: A history*. Amsterdam: De Bezige Bij
- Réseau des Femmes Pour un Développement Associatif (RFDA), Réseau des Femmes pour la Défense des Droits et la Paix (RFDP) et International Alert (IA) (2004). *Violence sexuelles contre les femmes et les filles au Sud-Kivu (1996-2003)*. London: International Alert
- Van Velzen, Femke and Ilse (2007). *Fighting the Silence: Sexual violence against women in Congo*, documentary production. Amsterdam: IFPRODUCTIONS
- Van Velzen, Femke and Ilse (2009). *Weapon of War: Confessions of rape in DR Congo*. Documentary production. Amsterdam: IFPRODUCTIONS
- Van Velzen, Femke and Ilse (2011). *Justice for Sale: When the system fails everyone is a victim*. Documentary production. Amsterdam: IFPRODUCTIONS
- Vries, Janine (2005). *Sexual violence against women in Congo : Obstacles and remedies for judicial assistance*. Thesis
- Wood, E.J. (2009). Armed groups and sexual violence: When is wartime rape rare? In: *Politics Society* 37: 131-161

Annexe 2: Personnes-ressources

Puisque de nombreux répondants ont demandé à ce que leurs points de vue soient considérés comme points de vue individuels, pas représentatives de l'organisation où ils travaillent, nous avons décidé de citer les répondants de façon codifiée. Le système de codification attribue la référence au genre des répondants (F/M) et au type d'organisation où ils travaillent: ONU (agences de l'ONU), OING (ONG internationales), ONGC (ONG congolaises) et GOV (agences gouvernementales). Tout répondant a également un nombre attribué, ce qui aboutit à la codification comme celles-ci: GOV-F-1, OING-M-6, ONGC-F-3 ou ONU-M-4.

Les organisations et instituts suivants ont été interrogés. A certaines occasions, plus d'une personne a été présente lors de l'entretien, pour d'autres structures, un nombre d'employés ont été interrogés séparément, ce qui a abouti au nombre de 58 entretiens dans sa totalité. La partie numérique de codification a été attribuée au hasard et ne reflète pas l'ordre dans lequel ils sont ci-dessous présentés.

Goma

Structures de l'ONU: MONUSCO-SGBV, UNICEF, BCDH-MONUSCO, UNHCR, UNDP (PNUD), UNFPA

Gouvernement: Division Provincial du Genre, Inspection Provinciale de Santé, Police PLVS, Division Provincial de la Justice, Tribunal de Grande Instance

OING: Medecins du Monde, International Rescue Committee, Finn Church Aid, American Bar Association, Heal Africa

ONGC: DFJ, SFVS, ACAT, SOPROP, ASPD, OCP

Bukavu

Structures de l'ONU: UNFPA, UNICEF, MONUSCO-SGBV, UNHCR

Gouvernement: Tribunal de Grande Instance (Bukavu and Kavumu), Cours d'Appel, Parquet, Police PLVS, Division Provincial du Genre

OING: American Bar Association, ICCO-KerkinActie, International Alert, Avocats Sans Frontières

ONGC: Hôpital Panzi, OCET, Caucus des Femmes, RFDP, CAMPS

Annexe 3: Outils de collecte de données

Thèmes des entretiens semi-structurés

Représentation et interprétation des violences sexuelles

- Quelle a été l'évolution au fil des ans d'après laquelle les violences sexuelles au Congo sont comprises?
- L'interprétation actuelle des violences sexuelles correspond-elle à la réalité? Pourquoi (pas)?
- Quels facteurs influencent, d'après votre sentiment, l'interprétation des violences sexuelles?
- Que devrait-être changé, à votre avis, dans la façon de représenter les violences sexuelles?

L'orientation et effets des activités (de l'organisation)

- Quels sont l'orientation et le type des projets mis en oeuvre?
- Comment les bénéficiaires sont-ils sélectionnés et traités?
- Quels sont le rôle et l'influence des bailleurs de fonds dans le domaine de la programmation relative aux violences sexuelles?
- A votre avis, la programmation et le financement dédiés aux violences sexuelles au cours des années ont été efficaces dans la confrontation des besoins existants de façon à prendre en compte le contexte? Pourquoi, pourquoi pas?

Coordination

- Quels schémas de coordination de l'assistance aux victimes de violences sexuelles existent-ils?
- Quelles observations avez-vous faites par rapport à l'efficacité de la coordination?

L'emploi des statistiques

- Des statistiques, sont-elles importantes pour saisir le problème? Pourquoi, pourquoi pas?
- Quelles lacunes peuvent être observées par rapport à la collecte, l'analyse et l'interprétation des données sur les violences sexuelles?
- Quels sont les effets de l'emploi des statistiques soumises à ces lacunes?

Assistance juridique et soutien offert par les ONGs

- Pourquoi, à votre avis, l'assistance judiciaire est justifiée? Quelle est son orientation actuelle??
- Quelle est votre opinion par rapport aux chambres foraines. Quels sont les avantages et inconvénients?
- Quels sont les facteurs qui provoquent l'impunité par rapport aux cas de violences sexuelles?
- De quelles façons la loi sur les violences sexuelles est appliquée d'une manière contre-productive?

Exemples des effets secondaires indésirables

- Connaissez-vous des exemples des effets secondaires? Quels sont-ils?
- Quelle est votre analyse/opinion sur les exemples que vous avez mentionnés?

Conséquences et risques de la présence de tels effets secondaires

- De quelle façon l'attention est accordée aux effets secondaires et existe-il un débat là dessus?
- Quels sont les risques potentiels si ces effets secondaires ne sont pas abordés?

Recommandations et alternatives

- Que voudriez-vous voir changé dans la façon dont les violences sexuelles sont abordées dans la programmation?

En conclusion

- « Les violences sexuelles sont devenues un fond de commerce », cette déclaration est-elle vraie ou fausse à votre avis? Pourquoi?

Cadre d'analyse juridique des cas de violences sexuelles

Analyse quantitative

- Nombre d'acquittements, nombre de condamnations (et à quel peine), nombre de dossiers classés sans suite, durée de la procédure (instruction par chambre foraine ou pas), type d'infraction, type d'acteur, l'âge de la victime (mineure ou majeure), nombre de cas traités en appel

Analyse qualitative

- Quels cas sont conclus par une condamnation alors que les éléments de preuves présentés dans les dossiers devraient amener le tribunal à acquitter
- Quels sont les cas conclu par un acquittement alors que les éléments de preuves présentés dans le dossier devraient amener le tribunal à condamner
- Pour quels cas des pièces manquent (et lesquels pièces, quel est leur importance, pourquoi ça manque dans le dossier – est-ce que c'est une instruction incomplet ou par volonté/corruption)
- Est-ce qu'il existe de pièces dans un ou plusieurs dossiers qui ont l'allure d'être fabriqué, comment le savoir
- Pour les cas qui ont été traités en appel, est-ce qu'il existe des incompatibilités par rapport aux arguments/faits présentés (nouveaux éléments, éléments changés)
- Qu'est-ce qu'on constate par rapport au nombre de cas ou la victime n'a pas été remise dans ces droits (acquittement, légère peine, présumé pris fuite)
- Qu'est-ce qu'on peut observer par rapport au traitement juridiques des cas jugés en chambre foraine? (eg. durée, profondeur de l'enquête, influence des ONGs, effets)
- Qu'est-ce qu'on constate (différence, comparaison) par rapport aux cas traités par la justice militaire et ceux traités par la justice civile
- Qu'est-ce qu'on constate (différences, comparaison) par rapport aux cas traités par le

tribunal de grande instance et ceux traités par le tribunal de Kavumu

- Sur base des cas étudiés (ou votre expérience personnel), quels généralisations ou analyses peuvent être faits par rapport à la légèreté, l'influence de corruption, trafic d'influence et les faux condamnations qui peuvent exister au tour de dossiers de violences sexuelles

Veuillez noter que les répondants n'ont pas répondu à la totalité des questions ou les questions n'ont pas pu être traitées dans l'analyse juridique. L'analyse des dossiers a fait preuve de l'impossibilité de formuler une réponse conclusive à certaines questions.

Biographies

Ir Nynke Douma (*Consultant indépendant WHYZE, la Haye, Pays-Bas*)

Nynke a accompli deux masters en sociologie du développement/disaster studies (Université de Wageningen, Pays-Bas) et en journalisme international (Université de Cardiff, Royaume-Uni). Elle travaille pour le compte de sa propre entreprise WHYZE (www.whyze.eu) en tant que consultante, évaluatrice et chercheuse dans le secteur du développement international. Depuis 2003, elle travaille en République démocratique du Congo (RDC), passant entre quatre à six mois chaque année dans le pays (surtout dans les provinces du Nord et Sud-Kivu). Nynke dispose des connaissances approfondies sur le contexte socio-culturel, politique, économique ainsi que sur la sécurité du pays. Son expertise se situe à l'intersection de la prévention des conflits, du développement, des violences sexuelles et basés sur le genre, des médias et de la sensibilisation. En RDC, Nynke a travaillé sur un vaste nombre de projets de recherche et d'évaluation, relatifs à de thèmes variés, y compris l'assistance aux victimes de violences sexuelles, l'implémentation de la Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU 1325 par rapport à la position des femmes, démobilisation et réintégration des ex-combattants, la réforme du système sécuritaire, des conflits fonciers, le secteur minier et le renforcement des capacités des ONGs. Elle a également contribué à la production de plusieurs films documentaires et publications médiatiques écrites sur le Congo et les violences sexuelles. Finalement, Nynke a co-développé trois ambitieux projets de films éducatifs sur base de l'approche cinéma mobil. Tous ces projets se concentrent sur des sujets différents relatifs à la violence sexuelle (stigmatisation par la communauté, motivation des auteurs de viol et suivi des cas de violences sexuelles par le système judiciaire).

Prof Dr Ir Dorothea Hilhorst (*Disaster Studies, Université de Wageningen, Pays-Bas*)

Dorothea Hilhorst est professeur de l'aide humanitaire et de la reconstruction à l'Université de Wageningen. Sa recherche concerne « l'aidenographie », des crises humanitaires et des Etats fragiles. Ses publications se concentrent sur les pratiques quotidiennes de l'aide humanitaire, la réduction des risques de catastrophes naturelles, l'ajustement aux changements climatiques, et la reconstruction et l'établissement de la paix. Elle coordonne les programmes de recherche en Angola, dans la RDC, en Afghanistan, en Ethiopie, au Sudan, au Mozambique et en Ouganda. Son programme en RDC consiste en une recherche relative à la reconstruction communautaire, aux moyens de subsistance dans le secteur minier artisanal et la recherche relative aux services de base et des moyens de subsistance. Thea Hilhorst est la directrice du Programme de recherche de l'Académie IS fondé par le Ministère des Affaires Étrangères au Pays-Bas: Sécurité humaine dans les états fragiles, et elle est membre du « Consortium pour la recherche des moyens de subsistance sécurisés » financé par le DFID et l'ODI. Thea Hilhorst a accompli sa thèse doctorale en 2000 sur une ONG de développement philippin et ses réseaux environnants, la clientèle et les bailleurs de fonds (*The Real World of NGOs. Discourses, Diversity and Development, Zedbooks*).

www.disasterstudies.wur.nl

Acronymes

ABA	Association de Barreaux Américains
ASF	Avocats Sans Frontières
ASPD	Action Social pour la Paix et le Développement
CA	Cour d'Appel
CAMPS	Centre d'Assistance Médico Psychosociale
CM	Cour Militaire
COOPI	Cooperazione Internazionale
CORDAID	Catholic Organisation for Relief and Development
CPLVS	Comité Provincial de la Lutte Contre les Violences Sexuelles
CTLVS	Comité Territorial de la Lutte Contre les Violences Sexuelles
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDD	Forces de la Defense de la Démocratie
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FNL	Forces Nationales de Libération
ICCO	Inter-Church Organisation for Development Cooperation
IMC	International Medical Corps
IPS	Inspection Provinciale de la Santé
ISSSS	International Security and Stabilization Support Strategy
BCDH-MONUSCO	Bureau Conjointe de droits Humains-MONUSCO
MDTF	Fond d'Affectation Multi-Bailleur (Multi Donor Trust Fund)
MONUSCO	Mission de Nations Unies au Congo
OCHCR	Office of the High Commissioner for Human Rights
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PEP-kit	Post Exposure Prophylaxis
PELVS	Police d'Enfance et la Lutte contre les Violences Sexuelles
PF	Pooled Fund
PGI	Parquet de Grande Instance
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD/UNDP	Programmes des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
REJUSCO	Restoration de la Justice à l'Est du Congo
RFDP	Réseau de Femmes pour le Développement et la Paix
SCIAF	Scottish Catholic International Aid Fund
SFVS	Synergie des Femmes Contre les Violences Sexuelles
SGBV	Violences Sexuelles et basés sur le Genre
SRFF	Stabilization and Recovery Funding Facility
STAREC	Stabilization Strategy for Eastern Congo
TGI	Tribunal de Grande Instance
TMG	Tribunal Militaire de Grande Instance
UNFPA	United Nations Population Fund
UNHCR	United Nations High Commission for Refugees
UNICEF	United Nations Children and Education Fund

UNOPS
WUR

United Nations Office for Project Services
Universiteit de Wageningen (Wageningen Research Centre)

Disaster Studies focuses on conflict, natural disasters and development, and on the dynamics of aid interventions. It offers education, research, PhD supervision and policy advice. It contributes with qualitative research to multi-disciplinary approaches. Disaster Studies combines academic teaching and research with a desire to enhance policy discussions and local and international responses to disaster and conflict.